



Organisation
internationale
du Travail



Finance
Solidaire

► Finance Solidaire

Rapport annuel 2022



► Finance Solidaire

Rapport annuel 2022

Copyright © Organisation internationale du Travail 2023

Première édition 2023



Cet ouvrage est publié en libre accès sous la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>). Les utilisateurs sont autorisés à réutiliser, partager ou adapter la publication originale, ou à s'en servir pour créer un nouveau produit, conformément aux termes de ladite licence. Il doit être clairement indiqué que l'OIT est propriétaire de l'ouvrage original. Les utilisateurs ne sont pas autorisés à reproduire le logo de l'OIT dans le cadre de leurs travaux.

Citations – Cet ouvrage doit être cité comme suit: *Finance Solidaire Rapport annuel 2022*, Genève: Bureau international du Travail, 2023].

Traductions – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, il doit y figurer, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction.*

Adaptations – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, il doit y figurer, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Cet ouvrage est une adaptation d'une publication originale de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que son auteur ou ses auteurs et en aucun cas l'OIT.*

Cette licence CC ne s'applique pas aux œuvres ne relevant pas du droit d'auteur de l'OIT incluses dans cette publication. Lorsqu'une œuvre est attribuée à un tiers, l'utilisateur de l'œuvre est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires du détenteur des droits.

Tout différend auquel la présente licence pourra donner lieu et qui ne pourra pas être résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties sont liées par toute sentence arbitrale rendue en tant que règlement définitif du différend.

Toute question concernant les droits et licences doit être envoyée par courrier postal à l'unité des Publications de l'OIT (Droits et licences), CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: rights@ilo.org.

Finance Solidaire Rapport annuel 2022, Genève: Organisation internationale du Travail. OIT 2023 -

ISBN 978-92-2-039022-1 (web PDF)

Egalement disponible en Anglais: *Social Finance Annual Report 2022*, ISBN 978-92-2039021-4 (web PDF) et en Espagnol: *Finanzas Solidarias Informe anual 2022*, ISBN 978- 92- 2-039023-8 (pdf web)

Les désignations utilisées dans les publications de l'OIT, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que l'OIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques de l'OIT, consultez notre site Web www.ilo.org/publns.

Imprimé en suisse

► Summary

Abbreviations	iv
Préface	1
Mesurer nos progrès	2
1. Inclusion financière	4
1.1. Promouvoir le paiement numérique responsable des salaires	4
1.2. Solutions intégrées de gestion des risques	6
1.3. Inclusion financière des réfugiés et de leurs communautés d'accueil	7
1.4. S'attaquer aux causes profondes du travail des enfants	8
1.5. Encourager une utilisation plus efficace des services financiers par l'éducation financière	10
2. Assurance d'impact	14
2.1. Travailler avec les gouvernements pour améliorer la gestion des risques	14
2.2. Protection des petites et moyennes entreprises	17
2.3. Protection des IMF et de leurs clients	18
2.4. Développement du marché	19
3. Investissement durable	23
3.1. Collaboration avec les investisseurs	23
3.2. Collaboration avec les réseaux sectoriels et les organisations de soutien	26
3.3. Collaborer pour améliorer l'environnement du financement du développement	29
Perspectives pour 2023	30
Inclusion financière	30
Assurance d'impact	31
Investissement durable	31
Annexes	32
Bailleurs de fonds et partenaires	32
Partenaires stratégiques	34
Facilitateurs internationaux du développement du marché	34
Partenaires de renforcement des capacités	35
Supports de connaissances en 2022	39
L'équipe	42
Inclusion financière	43
Assurance d'impact	43
Investissement durable	44
Collaborateurs associés du programme Finance solidaire	45

► Abbreviations

AATIF	Agriculture and Trade Investment Fund (Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique)
ACCEL Africa	Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique
AFD	Agence française de développement
APIF-CI	Agence de promotion de l'inclusion financière de Côte d'Ivoire
ASDI	Agence suédoise de développement international
CIF-OIT	Centre international de formation de l'OIT
CNAAS	Compagnie nationale d'assurance agricole du Sénégal
CNAM	Caisse nationale d'assurance maladie de Côte d'Ivoire
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CoP	Communauté de pratique
COP26	Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Glasgow en novembre 2021
COP27	Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Sharm el-Sheikh en novembre 2022
FIDA	Fonds international de développement agricole
GFANZ	Glasgow Financial Alliance for Net Zero (Alliance financière de Glasgow pour le Net Zero)
GIIN	Global Impact Investing Network (Réseau mondial pour l'investissement d'impact)
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de développement international)
IFC	International Finance Corporation (Société Financière Internationale)
IMF	Institution de microfinance
KMBI	Kabalikat Para Sa Maunlad na Buhay Inc (Philippines)
MSMEs	Micro, petites et moyennes entreprises
ODD	Objectif(s) de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PROPARCO	Filiale du groupe AFD spécialisée dans le financement du secteur privé
SNIF	Stratégie nationale d'inclusion financière
TAFTAC	Textile Apparel, Footwear and Travel Goods Association in Cambodia (Association du secteur textile, de l'habillement, des chaussures et des articles de voyage au Cambodge, ex GMAC)
UNEP-FI	Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement

► Préface

La « banque éthique », un oxymore ? Au sein du programme Finance solidaire de l'OIT, nous voulons croire que l'éthique et les services financiers n'ont rien d'incompatible. À cet égard, le nombre croissant d'institutions financières manifestant leur volonté de contribuer à la réalisation des objectifs de développement est un signe encourageant. Les Principes pour une banque responsable proposés par l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-FI) ont par exemple été adoptés par plus de 300 banques signataires, qui rendent compte des progrès accomplis dans la réalisation de leurs objectifs de développement durable. De même, 140 assureurs ont signé les Principes pour une assurance durable. Enfin, la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) compte plus de 550 membres issus de l'ensemble du secteur financier.



Bien sûr, il faut y regarder de plus près pour vérifier que ces initiatives reflètent des contributions réelles à l'agenda du développement, et ne se contentent pas de fournir aux institutions financières une opportunité de « greenwashing » bénéfique à leur image. Mais quelles que soient les motivations, il est encourageant de constater que le secteur financier reconnaît qu'il peut contribuer au développement durable et que ses représentants s'assoient autour de la table pour discuter des moyens de concrétiser cette contribution.

Nous constatons que ce rôle ne se limite pas à la lutte contre la crise climatique, mais qu'il s'étend aux moyens dont disposent les banques, les assureurs et les investisseurs pour contribuer à des résultats sociaux positifs, tels que la création d'emplois, l'amélioration des conditions de travail et le renforcement de la résilience. Le programme Finance solidaire a la chance de travailler avec une variété d'institutions financières qui sont prêtes à essayer de nouvelles approches et à tester de nouveaux produits et processus qui leur permettent de contribuer à la justice sociale.

Par exemple, dans le cadre de nos projets d'**inclusion financière**, nous collaborons avec un certain nombre de banques, de coopératives de crédit et d'institutions de microfinance (IMF) qui utilisent leurs services pour aider leurs clients à gérer les risques plus efficacement, ou pour renforcer les moyens de subsistance des groupes vulnérables, tels que les réfugiés, les migrants ou les travailleurs à faible revenu, ou des ménages susceptibles de recourir au travail des enfants.

Notre **Programme Impact Insurance** travaille avec les assureurs pour trouver les moyens de participer aux efforts de développement, en cherchant particulièrement à développer les partenariats public-privé qui ont le pouvoir de contribuer à la réalisation des objectifs de politiques publiques. De nombreux assureurs reconnaissent le rôle essentiel qu'ils peuvent jouer dans un monde de plus en plus exposé aux risques, liés aux pandémies ou au changement climatique par exemple, et se préparent à faire partie de la solution.

Enfin, le financement des objectifs de développement durable (ODD) ne peut être assuré uniquement par des sources publiques. Dans le cadre de nos activités en faveur de l'**investissement durable**, nous cherchons les moyens de réorienter les flux de capitaux privés vers les efforts de développement, en mettant particulièrement l'accent sur les effets en matière d'emploi.

Pour résumer, le secteur financier joue un rôle essentiel dans le monde du travail, mais il pourrait avoir un impact plus important encore s'il cherchait délibérément à obtenir des résultats en matière de développement durable. Ce triple objectif de résultat – bénéfices financiers, bénéfices environnementaux et bénéfices sociaux – profiterait à la société dans son ensemble et aux générations futures.

CRAIG CHURCHILL

Chef du programme Finance solidaire de l'OIT

► Mesurer nos progrès

En 2022, nous avons continué à encourager les approches innovantes qui cherchent à répondre aux grandes problématiques du secteur financier, et nous avons partagé leurs résultats avec les acteurs intéressés. Voici quelques indicateurs qui illustrent l'ampleur des résultats obtenus avec les acteurs du secteur financier, et auprès de leurs clients ou membres.

Nous avons soutenu l'extension de l'offre de services financiers responsables à plus de 1,6 millions de clients

En 2022, nos projets en cours ont touché plus de 1,6 millions de ménages à faible revenu, de petites exploitations agricoles et de micro et petites entreprises. Au total, les organisations que nous avons soutenues depuis 2008 ont servi près de cinq millions de travailleurs.

Nous avons partagé des solutions innovantes avec plus de 122 000 acteurs

Depuis 2008, nous avons partagé les connaissances et l'expérience issues de notre travail avec le secteur financier avec plus de 790 000 acteurs à travers le monde, à qui nous avons apporté des solutions innovantes pour répondre à leurs problèmes. Au cours de la seule année 2022, nous avons touché plus de 122 000 acteurs (dont 86 % de femmes), dont près de 56 000 par le biais d'interactions directes à l'occasion de formations, d'événements et de webinaires par exemple. Le reste se compose d'abonnés et de personnes touchées par le biais de notre site web et des médias sociaux. Comme l'illustrent les Figures 2 et 3, la répartition géographique des personnes touchées est variée, de même que la répartition par type d'acteurs (individus et institutions).

Nous avons amélioré les pratiques de 42 organisations

En 2022, 42 organisations ont déclaré avoir amélioré leurs pratiques grâce au travail mené en collaboration avec elles, soit pour renforcer leurs capacités, soit dans le cadre de projets menés en partenariat. Ces améliorations, résumées dans la Figure 3, relèvent de différents domaines, de l'amélioration des processus à l'introduction de nouveaux produits, en passant par la mise en place d'approches centrées sur le client.

Figure 1. Personnes touchées, par région

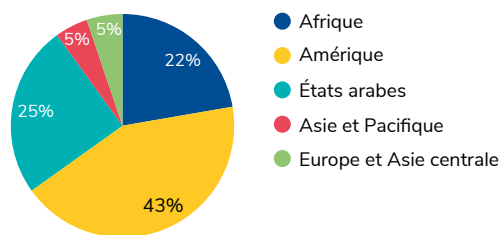


Figure 2. Personnes touchées, par type de public

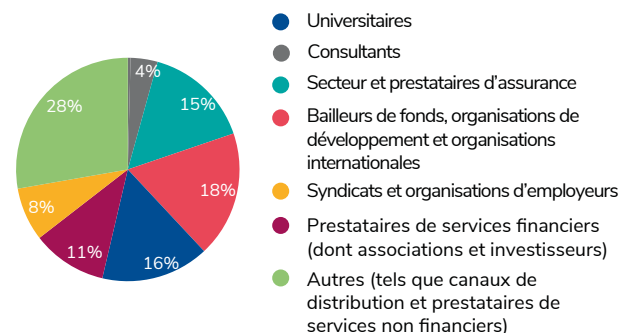
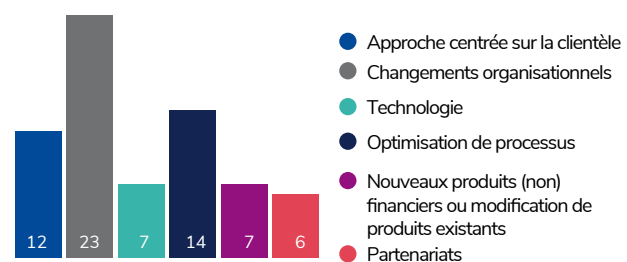


Figure 3. Types d'améliorations apportées



Progrès dans l'élaboration des politiques

En 2022, nous avons conseillé des banques centrales et d'autres institutions gouvernementales dans huit pays sur leurs politiques ou stratégies nationales d'inclusion financière, d'éducation financière ou de finance rurale. Nous avons par ailleurs soutenu des associations sectorielles et des groupes d'experts, tels que la Social Performance Task Force, la Plateforme européenne de la microfinance, le Microinsurance Network, l'Initiative Accès à l'assurance, le Global Impact Investing Network (GIIN) et l'Impact Bonds Working Group.



Notre travail sur l'inclusion financière vise à améliorer l'offre de services financiers, tout en augmentant la demande pour ces services.



1. Inclusion financière

Nos efforts pour promouvoir l'inclusion financière sont dirigés à la fois vers l'offre et vers la demande de services financiers. Du côté de l'offre, nous aidons les banques, les IMF et les fintechs à développer des produits et des processus adaptés aux groupes cibles mal desservis et souvent vulnérables, tels que les ouvriers, les réfugiés et les petits exploitants agricoles. Du côté de la demande, nous cherchons à sensibiliser ces groupes cibles aux risques et aux avantages des différents services financiers, afin qu'ils puissent faire des choix éclairés et gérer plus efficacement leurs revenus irréguliers.

1.1. Promouvoir le paiement numérique responsable des salaires

Le versement des salaires sur un compte bancaire, un compte d'argent mobile ou une carte prépayée, s'il est effectué de manière responsable (voir Encadré 1), peut contribuer à l'efficacité des entreprises ainsi qu'au bien-être des travailleurs, hommes et femmes. Cependant, l'accès au paiement numérique des salaires et aux opportunités économiques qu'il offre est inégal.

Dans les économies émergentes, six travailleurs sur dix reçoivent leur salaire en espèces. Selon le Global Findex, en 2021, environ 165 millions de travailleurs du secteur privé non bancarisés dans le monde ont perçu leur salaire uniquement en espèces. La plupart des travailleurs qui reçoivent leur salaire par voie électronique le décaissent souvent le jour de la paie et ne profitent pas des avantages de l'inclusion financière. En l'absence d'un environnement réglementaire favorable, de systèmes de paiement numérique inclusifs et d'une planification et préparation minutieuses de la transition, l'adoption du paiement numérique des salaires par les employeurs et les travailleurs pourrait se solder par un échec, voire aggraver les vulnérabilités.

En 2022, sous les auspices du [Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent](#), lancé par l'OIT l'année dernière avec le soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates, nous avons étudié la situation du paiement numérique des salaires dans six pays cibles – Cambodge, Indonésie, Kenya, Mexique, Pérou et Philippines. Nous avons renforcé notre collaboration avec les acteurs concernés et testé des approches visant à promouvoir une digitalisation responsable.

Évaluations rapides par pays- Les enseignements tirés

Nous avons évalué les perspectives de mise en place du paiement numérique responsable des salaires dans divers secteurs économiques de quatre pays : **Indonésie** (commerce de détail, habillement), Kenya (thé, fleurs coupées), Mexique (commerce de détail, alimentation et boissons, café) et **Pérou** (agro-exportation, restaurants). Les études et les événements organisés par les parties prenantes ont permis de tirer les enseignements suivants :

- Les propriétaires ou responsables d'entreprises et leurs travailleurs reconnaissent généralement les avantages du paiement numérique des salaires. Ils ont exprimé leur intérêt pour ce système et leur volonté de l'adopter, à condition que l'infrastructure et les services financiers associés soient disponibles, bien conçus, abordables et sûrs.
- En ce qui concerne les entreprises, la probabilité de payer les salaires par voie numérique augmente avec la taille de la masse salariale, le recours à des travailleurs permanents, sous contrat à durée déterminée et recrutés directement (par opposition aux travailleurs occasionnels, informels ou externalisés), la part des revenus perçus par voie numérique et le niveau d'exportation de l'entreprise.
- En ce qui concerne les travailleurs, la propension à accepter le paiement des salaires par voie numérique et l'utilisation effective des services financiers dépendent principalement du niveau de salaire, de la culture numérique et financière des travailleurs et de leur capacité à effectuer des dépenses par voie numérique.
- Les restrictions réglementaires applicables aux méthodes de paiement des salaires ou aux paiements numériques peuvent empêcher les employeurs de verser les salaires sur des portefeuilles mobiles ; c'était le cas au Pérou, en Indonésie et au Kenya.

Les études et les consultations menées ont confirmé l'opportunité de ce travail ainsi que l'intérêt des parties prenantes à faire avancer le paiement numérique responsable des salaires. Les enseignements que nous avons tirés ont permis d'orienter la conception des interventions ciblées que nous prévoyons de déployer dans les quatre pays en 2023.

Aider à développer la digitalisation des salaires dans l'industrie textile au Cambodge

L'industrie textile emploie près d'un million de travailleurs au Cambodge, dont la majorité sont des femmes. Bien que la digitalisation du paiement des salaires ait déjà commencé dans le secteur, environ 50 % des usines continuent de verser les salaires de leurs travailleurs en espèces. Dans le cadre du programme **Better Factories Cambodia**, dirigé conjointement par l'OIT et IFC (Société Financière Internationale) en collaboration avec l'Association **TAFTAC** (Textile, habillement, chaussures et articles de voyage au Cambodge), anciennement connue sous le nom de GMAC, nous avons sensibilisé les parties prenantes au paiement numérique responsable des salaires par le biais d'une série de consultations, d'événements de partage de connaissances et de sensibilisation, ainsi que de formations.

Près de 100 usines ont ainsi été formées, et sont en mesure de proposer le paiement numérique des salaires à 72 000 travailleurs. Le nombre d'usines de confection de vêtements ayant amorcé la digitalisation des salaires a augmenté. L'un des prestataires de services a rapporté qu'au moins 20 usines de vêtements et de chaussures avaient commencé à utiliser ses services de paiement numérique des salaires entre août et décembre 2022. D'autres prestataires de services financiers ont investi ou exploré le marché, offrant ainsi plus d'options, intensifiant la concurrence et poussant les frais de transaction à la baisse.

► Encadré 1. Qu'est-ce que le paiement numérique responsable des salaires ?

Le paiement numérique responsable des salaires respecte les lois et réglementations nationales applicables, les droits de l'homme reconnus au plan international, notamment les principes et droits fondamentaux au travail, et les normes internationales du travail en vigueur. Ils respectent également les principes et lignes directrices pertinents en matière d'inclusion financière (numérique) et de protection des consommateurs (de produits financiers) et sont conformes aux bonnes pratiques dans ces domaines. Les [Principes des Nations Unies pour des paiements numériques responsables](#), élaborés par notre partenaire, l'Alliance Better Than Cash basée aux Nations Unies, fournissent des conseils sur la conception et l'offre de paiements numériques responsables et la promotion de leur adoption. Pour plus d'informations, voir la Note [Promouvoir le paiement numérique responsable des salaires](#), destinée à servir de source de référence pour toute personne intéressée à faire progresser cet agenda.

Examiner les lois et politiques en matière de travail et de finance afin de formuler des orientations à l'intention des gouvernements

La transition vers le paiement numérique des salaires se produit-elle spontanément une fois que toutes les conditions sont remplies, ou les gouvernements doivent-ils jouer un rôle actif pour assurer sa réalisation à grande échelle ? Nous avons examiné les lois et politiques en matière de travail et de finance dans 190 pays pour comprendre comment leurs gouvernements ont abordé la question du paiement numérique responsable des salaires. Plus de 100 pays disposent d'une législation qui fait explicitement référence à une ou plusieurs formes de paiement numérique des salaires.

Certains pays ont pris des mesures pour protéger les salaires des travailleurs et promouvoir une approche responsable de la part du secteur bancaire en introduisant dans leurs politiques des dispositions spécifiques sur le choix de la méthode de paiement (Mexique), le choix du fournisseur (Pérou), l'accessibilité (Indonésie, Pérou), le coût (Mexique, Pérou, Philippines), la transparence et la protection des données. Un examen des accords bilatéraux en matière d'emploi a montré qu'au moins dix pays avaient introduit des dispositions sur le paiement numérique des salaires des travailleurs migrants en général ou des travailleurs migrants domestiques. Au moins 15 pays intègrent le paiement numérique des salaires dans leurs politiques d'inclusion financière. Les enseignements tirés de cette étude ont servi

à l'élaboration d'un document d'orientation à l'usage des gouvernements sur la promotion des paiements numériques responsables des salaires.

1.2. Solutions intégrées de gestion des risques

Une approche de gestion intégrée des risques consiste à offrir un ensemble de services financiers pour permettre aux travailleurs pauvres de gérer une variété de risques en améliorant leur niveau de préparation, leurs mesures de prévention et leurs stratégies d'adaptation. En 2019, avec le [soutien financier de la Fondation Prudential](#), nous avons commencé à travailler avec six institutions financières en Inde, en Indonésie et aux Philippines pour développer des produits de gestion intégrée des risques qui pourraient aider à atténuer l'impact des chocs. Les institutions ont développé des produits basés sur l'épargne permettant aux clients d'accéder également à des [prêts d'urgence](#) et/ou à une couverture d'assurance, offrant ainsi une meilleure protection contre le risque que des produits pris isolément. Voici quelques enseignements tirés de ces projets.

Amener les clients à changer leur attitude vis-à-vis de l'épargne prend du temps, mais c'est possible si le personnel en fait une priorité : nos partenaires ont réussi à amener les clients à changer d'attitude à l'égard de l'épargne, comme en témoignent les statistiques de sensibilisation. Définir un objectif tangible à atteindre contribue à inciter les clients à maintenir leur effort d'épargne. En Inde, la société financière non bancaire [Dvara KGFS](#) utilise des outils numériques, parmi lesquels

un livret d'épargne numérique, pour permettre à leurs clients de suivre facilement l'augmentation de leur épargne.

La pandémie a été source de difficulté pour tous les partenaires, qui ont dû placer tous leurs efforts dans le recouvrement des prêts et l'octroi de nouveaux prêts. La situation a ainsi obligé les agents de crédit et les directeurs d'agence à se concentrer sur le portefeuille de crédits. Or il est difficile d'amener le personnel à accorder de l'attention à d'autres produits lorsqu'il est confronté à des difficultés avec les produits de base. Pour développer les solutions de gestion intégrée des risques, il est nécessaire de changer l'état d'esprit du personnel et de mettre en place des mesures d'incitation appropriées.

Renforcer la culture numérique : [KMBI](#), une IMF-ONG des Philippines, a constaté que nombre de ses clients avaient un faible niveau de culture numérique et devaient compter sur leurs enfants pour effectuer des transactions numériques au moins dans un premier temps. Environ 66 % des clients ont créé une adresse électronique à la suite du projet pilote. Il s'agit là d'une problématique commune à tous les partenaires, qui doit être prise en compte lors de la conception du matériel pédagogique destiné au personnel et aux clients. Aux Philippines, les clients ont privilégié le recours à Facebook et à Facebook Messenger pour programmer des formations, demander l'aide du service d'assistance, faire part de leurs commentaires et renouveler leurs prêts.

Les clients veulent des plans d'épargne flexibles : les clients souhaitent bénéficier d'une plus grande flexibilité dans l'utilisation de leurs comptes d'épargne et avoir la possibilité de faire varier le montant déposé chaque mois (« Puisque notre revenu fluctue, notre contribution mensuelle devrait aussi fluctuer »). Dvara KGFS a introduit une option permettant aux clients de différer leur dépôt d'un mois. Bien qu'il soit logique de définir un montant de dépôt régulier dans le cadre d'un plan d'épargne, introduire une certaine flexibilité (verser davantage ou sauter un dépôt occasionnellement) peut rendre les produits plus attractifs pour les clients.

Les dispositifs de prêts d'urgence doivent être conçus avec soin : le mécanisme de prêt d'urgence de la KMBI a été créé pour réduire les risques financiers des clients confrontés à des situations

nécessitant un besoin immédiat de liquidités. Les principales situations concernées étaient liées à la maladie d'un membre la famille (25 %) et aux catastrophes naturelles (23 %). L'expérience de Dvara KGFS est également instructive. KGFS a dû revoir son produit de prêt d'urgence initial pour renforcer ses contrôles internes et s'assurer que le produit n'était pas utilisé à mauvais escient par les emprunteurs ou vendu à tort par le personnel. Elle a mis en place un contrôle de l'utilisation après décaissement pour s'assurer que le prêt était utilisé pour faire face à une situation d'urgence. Dvara KGFS a également mis au point un mécanisme d'audit interne sophistiqué qui a permis d'identifier les décaissements douteux de prêts d'urgence en vue d'une enquête plus approfondie.

1.3. Inclusion financière des réfugiés et de leurs communautés d'accueil

Lorsqu'elles fuient leur ville d'origine déchirée par la guerre, les personnes déplacées de force doivent tout laisser derrière elles, notamment leur maison, leurs biens et leur travail, dans l'espoir de se construire une nouvelle vie dans un endroit plus sûr. Si l'aide humanitaire immédiate dont elles ont besoin lorsqu'elles arrivent à destination est très importante, les solutions à plus long terme visant à assurer leur intégration socio-économique restent cruciales, car les déplacements forcés durent de plus en plus longtemps. En outre, comme les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ont tendance à partir vers les pays voisins, qui ont souvent eux-mêmes besoin d'un appui au développement, les communautés d'accueil peuvent craindre que ces nouveaux arrivants entraînent une concurrence accrue dans l'accès aux ressources et aux mesures de soutien. Par conséquent, l'amélioration de l'accès aux services financiers est essentielle pour la vie des personnes déplacées de force et de leurs communautés d'accueil.

En 2022, dans le cadre du [projet PROSPECTS](#), nous avons organisé des sessions de formation et d'assistance technique pour des institutions financières en [Irak](#), en [Éthiopie](#) et au [Soudan](#). Voici les enseignements que nous avons tirés de nos efforts pour les aider à mieux servir les réfugiés et les communautés d'accueil :

- **Affecter une équipe spécialisée.** Pour des raisons de durabilité, l'assistance technique est plus efficace lorsque les prestataires de services financiers chargent une équipe spécifique du projet de diversification des segments de marché. En effet, notre assistance technique suit la même structure que notre programme de renforcement des capacités *Making Finance Work for Refugees and Host Communities*. Les deux phases étant complémentaires, lorsque les équipes internes sont stables et comprennent les avantages pour leur institution de servir ces groupes cibles, elles sont plus susceptibles de retenir ce qu'elles ont appris, ce qui accroît la probabilité qu'elles parviennent à mettre en œuvre un processus de diversification des marchés en toute autonomie dans le futur.
- **Comprendre les besoins du marché et sa propre capacité à les satisfaire.** La diversification des marchés repose sur une bonne compréhension de la culture et des capacités internes de l'institution financière, ainsi que sur une connaissance approfondie des spécificités du nouveau marché cible.
- **Distinguer les prêts des subventions.** Dans un environnement marqué par l'aide, il est essentiel de veiller à ce que les bénéficiaires fassent la différence entre les produits financiers et l'aide humanitaire. Pour ce faire, les institutions financières peuvent améliorer leur marketing, leur communication et leurs messages promotionnels, afin de s'assurer que les réfugiés et les communautés d'accueil soient bien informés des termes et conditions de leurs produits financiers, ce qui peut en outre faciliter l'établissement d'une relation de confiance.
- **Comprendre l'impact de l'éducation financière sur l'inclusion financière.** Outre qu'elle aide les bénéficiaires à accéder aux produits financiers, l'éducation financière peut agir comme un substitut de garantie pour les prestataires de services financiers, en particulier si elle est dispensée par les prestataires eux-mêmes. L'engagement auprès des bénéficiaires par le biais de l'éducation financière élimine une partie du risque pour le prestataire de services en lui donnant des indications sur la capacité des bénéficiaires à rembourser leurs prêts. [Nous](#)

[vous invitons à regarder une vidéo](#) décrivant le cas de Sandra, une femme déplacée d'Irak qui a développé une entreprise d'accessoires d'anniversaire grâce à la combinaison de l'éducation financière et d'un prêt accordé par la banque partenaire de l'OIT à Dohuk, en Irak.

- **Combiner les services financiers et non financiers.** Les défis économiques auxquels sont confrontées les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil sont complexes et interdépendants. Pour aider les deux groupes à créer et à maintenir des activités de subsistance, l'offre de formation en éducation financière et à l'entrepreneuriat peut être associée aux efforts d'inclusion financière. Cela peut passer par l'organisation d'un concours de plans d'affaires ou par l'obligation de suivre une formation en gestion d'entreprise pour accéder à un prêt. [Nasreen](#), une femme irakienne déplacée de force qui a bénéficié d'une formation de ce type, a élaboré un plan d'affaires complet pour produire des machines médicales et assurer leur installation et leur maintenance.

1.4. S'attaquer aux causes profondes du travail des enfants

Dans le cadre du projet « Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique » ([ACCEL AFRICA](#)), l'OIT mène une intervention multidisciplinaire visant à s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants, en s'intéressant particulièrement au rôle du secteur financier. Grâce à cette intervention, nous avons constaté que les **Stratégies nationales d'inclusion financière** (SNIF) étaient présentées comme un instrument efficace de réduction de la pauvreté, ciblant les populations vulnérables, notamment les agriculteurs, les femmes et les jeunes, et pouvant contribuer à réduire le travail des enfants et à améliorer leur bien-être. Cependant, peu d'attention a été accordée aux conséquences involontaires de l'utilisation des services financiers dans les entreprises familiales et peu qualifiées, telles que les violations des droits de l'homme et des droits du travail, et le recours au travail des enfants.

Pour pallier ce manque, il est important de sensibiliser l'organisme public responsable de la mise en œuvre de la SNIF – généralement le ministère de l'Économie et des Finances ou la banque centrale – à ce risque : l'inclusion financière peut encourager le recours au travail des enfants. Un examen minutieux de la SNIF et de ses objectifs stratégiques est nécessaire pour identifier les domaines clés dans lesquels il est nécessaire d'intégrer les notions associées au travail des enfants et les mesures d'atténuation ou de réduction. Sur la base de notre expérience de travail avec les agences d'inclusion financière et les prestataires de services financiers en Côte d'Ivoire, au Mali et en Ouganda, nous avons identifié les pistes d'action suivantes :

- **Éducation financière.** Dans la plupart des cas, les SNIF encouragent également la mise en œuvre d'un programme national d'éducation financière pour s'assurer que les clients potentiels savent comment utiliser les services financiers de manière responsable (voir Encadré 2).
- **Protection des clients.** Même si les principes de protection des clients peuvent être intégrés dans la SNIF en tant qu'objectif stratégique, ils se concentrent en général sur la relation entre le prestataire de services financiers et ses clients directs, et ne prennent pas en compte les membres de la famille, qui contribuent souvent aux activités économiques du client. Il serait bon d'étudier la possibilité d'élargir le champ d'application aux principes de protection des enfants et aux principes relatifs aux autres droits du travail et aux droits de l'homme des membres de la famille.
- **Finance responsable.** Lorsqu'une institution financière accorde un financement à des petits exploitants agricoles ou à des microentreprises pour leur permettre de développer leur activité ou d'en créer une nouvelle, elle prend généralement en compte le coût des intrants, tels que les engrais ou les marchandises, dans le calcul du montant du prêt. Mais le coût de la main-d'œuvre nécessaire pour mener à bien l'activité est rarement pris en compte, ce qui augmente le risque de travail des enfants. Au Mali, nous avons organisé une session de formation dans une coopérative financière afin de l'aider à intégrer la

notion de travail des enfants dans ses produits et procédures. La sensibilisation au sujet et les visites de contrôle sur le terrain effectuées par les agents de crédit ont poussé les femmes à identifier des solutions susceptibles de réduire le risque de travail des enfants.

- **Finance numérique.** Les services financiers numériques ont connu une croissance considérable sur les marchés émergents. La finance numérique présente un double avantage : elle réduit les coûts de transaction, ce qui rend les produits abordables pour les segments de marché mal desservis, et elle crée un canal direct pour collecter des données efficacement auprès de clients vivant dans des zones reculées. Ces données peuvent comprendre des informations sur les résultats en matière de lutte contre le travail des enfants, sur leurs conditions de travail, et sur le niveau de risque du recours au travail des enfants. Par exemple, MobiPay en Ouganda et Riby au Nigeria ont intégré des indicateurs relatifs aux enfants des clients (nombre, âge, situation scolaire) dans leur processus de connaissance du client (KYC).
- **Jeunes.** La définition du segment des jeunes varie selon les pays ; cependant, toute personne âgée de moins de 18 ans est définie comme un enfant dans le droit international. Les SNIF devraient promouvoir l'accès au financement des jeunes, y compris des enfants ayant l'âge minimum légal pour travailler, conformément à la Convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum (1973). Favoriser une culture de l'épargne chez les enfants à l'aide de services d'épargne formels peut leur fournir un historique financier qui les aidera à obtenir d'autres services financiers lorsqu'ils atteindront l'âge de 18 ans.
- **Cohérence des politiques.** Le ministère du Travail, par le biais du plan d'action national sur l'élimination du travail des enfants, doit promouvoir la cohérence des politiques, en reconnaissant le rôle de la SNIF et des ministères concernés dans l'élimination du travail des enfants. En Ouganda, par exemple, le ministère du Genre, du Travail et du Développement social et le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique ont uni leurs efforts pour combattre le travail des enfants.

► Encadré 2. Intégration de la notion de travail des enfants dans les programmes d'éducation financière en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, l'agence responsable de la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'inclusion financière, l'APIF-CI, est un nouvel acteur dans la lutte contre le travail des enfants. L'APIF-CI est également responsable de la mise en œuvre du Programme national d'éducation financière et a veillé à ce que ses modules d'éducation financière intègrent la question des enfants. Dans la pratique, cela signifie que les résultats en matière d'éducation des enfants ont été intégrés dans les modules sur la définition d'objectifs, la budgétisation ou l'épargne, afin de souligner l'importance de scolariser les enfants. Les modules comprennent également des messages sur les manquements aux principes de travail décent dans l'économie informelle, qui rappellent la nécessité de salaires décents, de bonnes conditions de travail et d'accès à la protection sociale. Ils soulignent que l'élaboration de budgets ou de plans d'investissement doit prendre en compte le coût de la main-d'œuvre, afin de réduire le risque de travail des enfants.

En outre, le manuel des formateurs comprend également une section sur la définition du travail des enfants d'après le cadre juridique de la Côte d'Ivoire, et sur le rôle des formateurs dans son élimination. Les formateurs peuvent profiter du cadre de la formation, pendant laquelle ils sont en contact direct avec les agriculteurs et les travailleurs, pour les sensibiliser à la question du travail des enfants, en clarifiant ce qui peut être ou non accompli par des enfants en fonction de leur âge. Il doit être clair qu'ils ne sont pas des inspecteurs, même s'ils peuvent signaler des cas de manquement aux autorités.

1.5. Encourager une utilisation plus efficace des services financiers par l'éducation financière

L'éducation financière est un pilier essentiel de l'inclusion financière, car elle garantit que les groupes vulnérables apprennent à utiliser les services financiers, une condition pour les aider à améliorer la gestion de leurs finances personnelles. Tel est l'objectif général du [Programme mondial de l'OIT sur l'éducation financière](#), qui intervient à trois niveaux, comme l'illustre la Figure 4.

Après une période de deux ans marquée par la pandémie de COVID-19, les activités d'éducation financière de l'OIT semblent avoir repris dans un certain nombre de pays (voir les Figures 5 et 6). Voici les enseignements que nous avons tirés de notre expérience au cours de l'année passée :

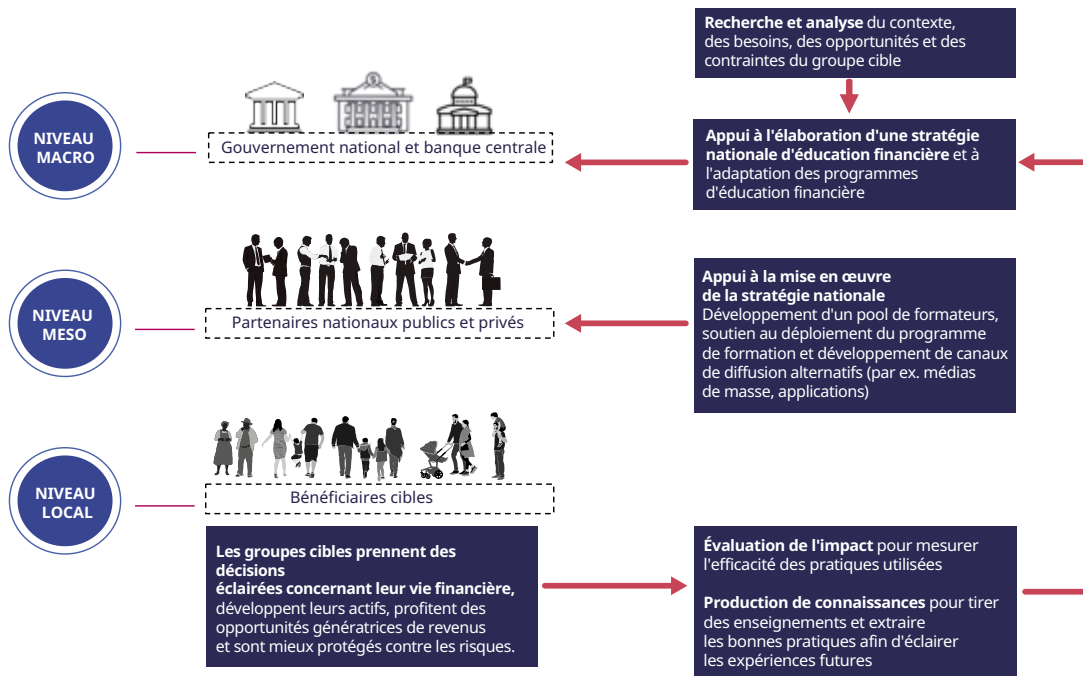
- **L'éducation financière numérique n'est plus optionnelle.** Les services financiers numériques ayant pris une place prépondérante dans l'offre des prestataires de services financiers ces dernières années, la demande d'informations sur la manière de les utiliser et de réduire les risques

associés s'est accrue. C'est pourquoi nous avons intégré l'éducation financière numérique dans nos programmes de formation.

► L'éducation financière contribue à l'autonomisation des groupes vulnérables.

En 2022, nous avons adapté notre approche aux besoins de [jeunes victimes de la traite d'êtres humains et de l'exploitation sexuelle](#) au Pérou. Ces formations sont offertes aux jeunes filles de 16 à 18 ans afin de les préparer à la réinsertion sociale et de s'assurer qu'elles ne retombent pas dans le commerce du sexe à l'âge adulte. Bien que l'approche soit basée sur l'apprentissage par l'expérience et que les jeunes filles soient trop jeunes pour avoir une grande expérience de la gestion de leur propre argent, la formation a été bien accueillie par les jeunes filles, qui l'ont trouvée instructive et pertinente par rapport à leur situation financière. La formation a été conçue en tenant compte des expériences difficiles et de la charge émotionnelle qu'elles avaient subies. Pour ce faire, les formateurs ont été sélectionnés parmi les travailleurs sociaux qui connaissaient bien le groupe cible et les problèmes auxquels il était confronté. Les formateurs ont fait preuve d'empathie à leur égard et les ont traités avec sensibilité et respect.

Figure 4. Points d'entrée pour l'éducation financière



► **La flexibilité est essentielle pour répondre aux contraintes de disponibilité et de ressources financières des bénéficiaires.**

En raison de l'emploi du temps chargé des propriétaires de MPME, notre formateur en éducation financière de l'OIT au **Nigeria** a combiné notre [programme de formation en ligne](#) avec une série de webinaires interactifs sur une période de deux mois. Cette approche a permis aux entrepreneurs de réaliser les principaux objectifs de notre formation d'une semaine sans y consacrer une semaine entière de leur temps.

► **L'éducation financière est plus efficace et plus utile lorsqu'elle est associée aux transferts sociaux.**

Nous recommandons vivement de dispenser une éducation financière aux bénéficiaires des programmes de transferts sociaux, car cela renforce l'impact des deux interventions, les bénéficiaires pouvant immédiatement utiliser les compétences et les connaissances acquises. Par exemple, en **Éthiopie**, nous avons collaboré avec deux IMF pour soutenir la distribution de transferts

« en espèces » aux migrants potentiels et aux migrants de retour, pendant qu'ils participaient à une formation en éducation financière de l'OIT. La formation leur a également offert la possibilité d'être mis en relation avec un prestataire de services financiers proposant des prêts à des conditions préférentielles, afin de les aider à créer leur propre entreprise et de compléter le transfert d'argent.

- **Les formations en ligne sont plus susceptibles d'être efficaces si elles suivent une approche d'apprentissage interactive.** Cette année, le programme Finance solidaire a collaboré avec le **CIF-OIT** pour mettre en place un programme de formation des formateurs (FdF) mondial, invitant de futurs formateurs nationaux de différents pays. Cette FdF en ligne, plus inclusive, a apporté une plus grande diversité d'idées et de perspectives sur l'éducation financière, enrichissant ainsi les acquis du programme aux yeux des participants.



Figure 5. Diffusion du Programme mondial d'éducation financière de l'OIT dans le monde

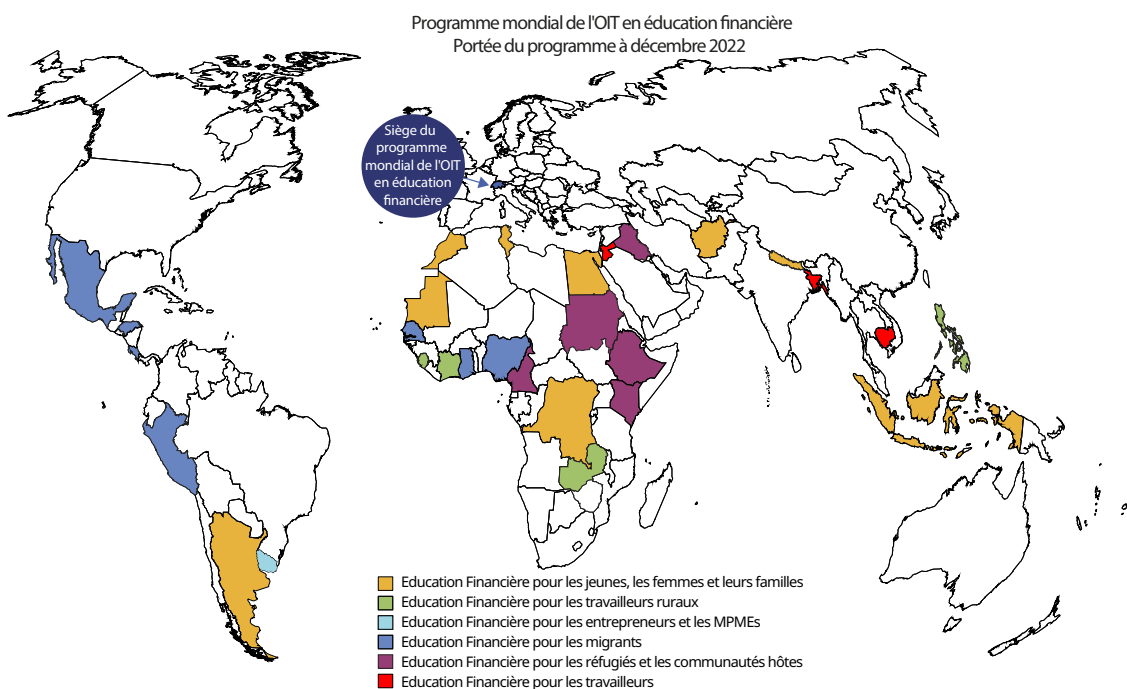




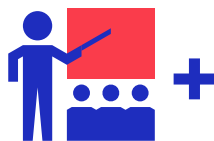
Figure 6. Bilan du Programme mondial d'éducation financière de l'OIT en 2022

En 2022

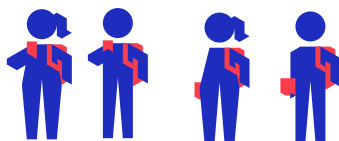


27 ateliers de formation de formateurs
organisés dans **13 pays**

Argentine, Cameroun, Costa Rica, Égypte, Éthiopie, Honduras,
Irak, Liban, Maroc, Mexique, Philippines, Tunisie et Ouganda



499 nouveaux formateurs nationaux
en éducation financière de l'OIT
(256 femmes et 243 hommes)



53775 bénéficiaires finaux (84 % de femmes)
de **1900 formations** (91 % en Afrique du Nord)

Notre travail dans le domaine de l'assurance impact consiste à tester des produits et des processus innovants et à utiliser ces connaissances pour développer les marchés de l'assurance.



2. Assurance d'impact

Le Programme Impact Insurance de l'OIT a deux fonctions principales. La première consiste à travailler avec des partenaires pour tester des **approches et des produits innovants** visant à étendre à des groupes moins bien servis la protection précieuse qu'offre une couverture d'assurance. Ensuite, sur la base des enseignements tirés et des connaissances acquises, nous contribuons au **développement du marché** en diffusant ces approches auprès d'autres organisations impliquées dans l'offre de solutions efficaces de gestion des risques.

En 2022, nous avons participé au test de plusieurs régimes d'assurance innovants, notamment des partenariats public-privé, une assurance en cas d'interruption d'activité, une assurance de biens et des solutions d'assurance pour les IMF et leurs membres. Sur le volet de développement du marché, nous avons démarré un nouveau partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de renforcer les capacités sur deux marchés, animé une communauté de pratique axée sur le

développement de l'assurance pour les femmes, et dispensé notre formation mondiale sur l'assurance pour le développement en anglais et en espagnol.

2.1. Travailler avec les gouvernements pour améliorer la gestion des risques

Pour certains risques, et pour certains groupes cibles, il n'est pas réaliste de penser que le marché peut couvrir les besoins d'assurance indépendamment de toute intervention – le coût pour le client serait prohibitif, par conséquent les adhésions seraient faibles et le résultat peu viable. Mais si ces risques, ou ces groupes cibles, sont considérés comme critiques du point de vue des politiques publiques, alors il peut être pertinent pour les gouvernements de collaborer avec les assureurs, les fintechs et d'autres entreprises privées pour offrir des moyens de gestion des risques plus abordables.

Les gouvernements ont de plus en plus souvent recours à l'assurance pour atteindre certains objectifs de politique publique, notamment ceux liés à la sécurité alimentaire et à l'atténuation des effets du changement climatique. Différentes approches sont utilisées pour développer le marché de l'assurance : intégrer l'assurance dans la politique agricole, soutenir le déploiement de programmes pilotes, jouer le rôle de facilitateurs indépendants et crédibles, ou encore inciter des acteurs privés à participer en fournissant des subventions et en réassurant les risques.

Lors de la conception de partenariats public-privé, il est important de reconnaître que les différentes parties prenantes ont des besoins et des objectifs différents. Il faut donc les identifier à des fins de transparence, puis s'efforcer d'aligner les objectifs pour garantir l'efficacité du partenariat. Les partenaires impliqués sont

les ministères, l'autorité de réglementation des assurances, les associations d'assurance, les assureurs et les fournisseurs de technologie.

Pour concevoir de meilleurs partenariats public-privé, nous avons lancé en 2021 une initiative avec l'Agence française de développement (AFD) visant à mettre en œuvre des solutions de gestion des risques pour les ménages à faible revenu et les petites entreprises par le biais de tels partenariats. Dans le cadre de ce projet, nous testons une série de modèles en Afrique subsaharienne (voir la Figure 7) afin d'identifier les moyens les plus efficaces de concevoir et de mettre en œuvre des partenariats public-privé pour promouvoir les soins de santé universels (voir l'Encadré 3), et améliorer l'accès aux régimes nationaux d'assurance agricole et leur qualité (voir l'Encadré 4).

► Encadré 3. Extension de l'assurance maladie sociale par le biais de Marwa dans le comté de Kisumu, au Kenya

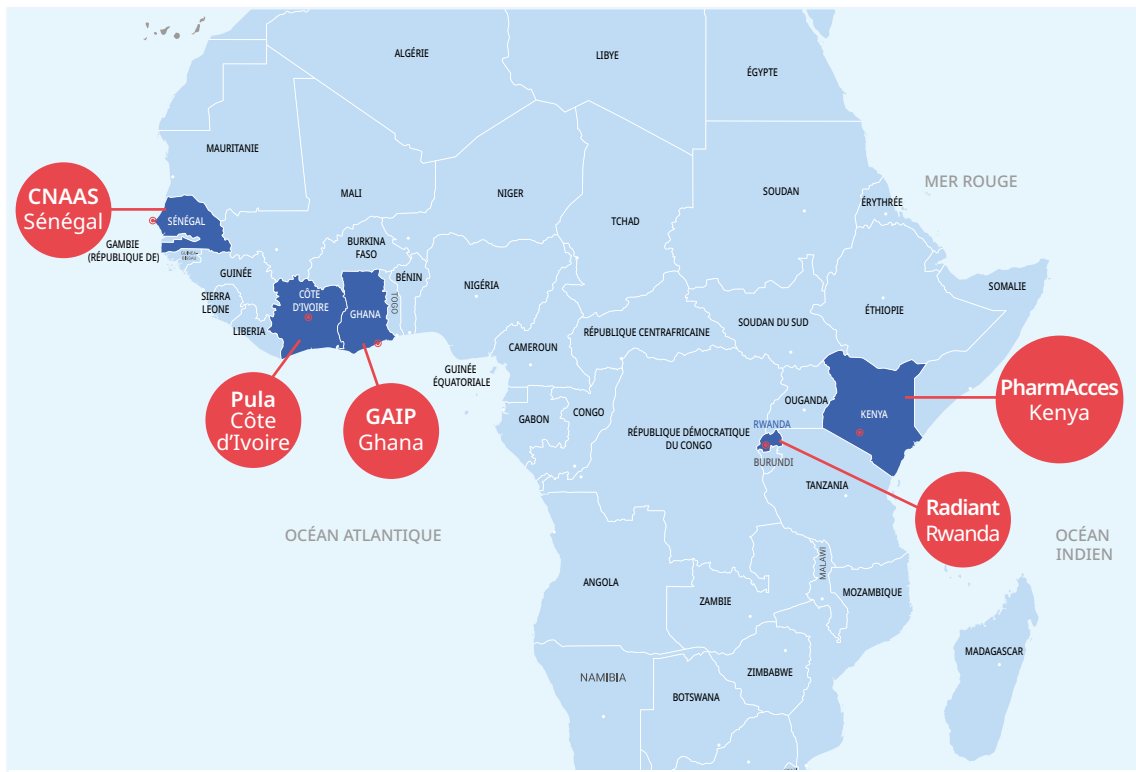
Au Kenya, la mise en œuvre de la couverture maladie universelle (CMU) est confiée aux comtés, ce qui signifie que chaque comté a la responsabilité de mettre en œuvre la CMU de la manière qu'il juge la plus appropriée. Le comté de Kisumu a choisi de mettre en place un système d'assurance solidaire, appelé « Marwa » (qui signifie « notre » en langue luo). Marwa est une assurance santé numérique qui constitue l'une des composantes de la CMU dans le comté de Kisumu. Elle est conçue pour garantir que les populations les plus vulnérables et les populations non pauvres du secteur informel du comté aient accès à des services de santé abordables et de bonne qualité sans difficultés financières. Souscrit par le Fonds national d'assurance hospitalière du Kenya, Marwa participe à la CMU en identifiant les ménages qui peuvent payer et en veillant à leur contribution, tout en subventionnant ceux qui ne le peuvent pas. Parallèlement, Marwa aide les cliniques à améliorer la qualité de leurs services. Cette initiative est le fruit d'une collaboration entre le gouvernement du comté et l'ONG d'assurance PharmAccess, qui fournit une assistance technique.

Au travers de notre partenariat avec PharmAccess et le comté de Kisumu, nos objectifs spécifiques sont les suivants :

- élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant à étendre la couverture de la population dans le comté de Kisumu, afin de faire adhérer les ménages non pauvres travaillant dans l'économie informelle et de conserver leur adhésion ;
- soutenir les efforts visant à garantir que les ménages les plus vulnérables restent couverts et que les plans d'extension approuvés par le gouvernement du comté sont bien mis en œuvre ;
- fournir une assistance technique pour l'analyse des données afin de produire des informations susceptibles d'orienter la prise de décision.

Notre collaboration a débuté au second semestre 2022 et doit se poursuivre jusqu'en 2024. Les premiers travaux se sont concentrés sur l'analyse des groupes socio-économiques composant la population de Kisumu et sur la recherche des canaux de distribution les plus appropriés pour agréger et faire adhérer de grands groupes de travailleurs de l'économie informelle, comme les associations de taxis et les coopératives d'agriculteurs.

Figure 7. Partenaires du projet OIT-AFD visant à concevoir des solutions de gestion des risques par le biais de partenariats public-privé



► Encadré 4. Tendances émergentes dans les partenariats public-privé (PPP) d'assurance agricole

Un certain nombre de tendances se dégagent de l'expérience des partenaires du projet au Rwanda, au Ghana et au Kenya en matière de partenariats public-privé dans l'assurance agricole :

- Les PPP peuvent faciliter le développement du marché en fournissant une base qui encourage les nouveaux acteurs, tels que les entreprises agritech et insurtech. Ce cadre favorise la conception de différents modèles, qui peuvent être testés et reproduits, en vue de leur potentielle transposition à plus grande échelle.
- Les modèles de PPP dynamiques n'impliquent pas que des assureurs, mais intègrent aussi des intermédiaires pour l'analyse des données, les activités de sensibilisation des consommateurs, l'évaluation des sinistres et les contrôles.
- Il est important d'identifier les moyens par lesquels les secteurs public et privé peuvent se compléter. Par exemple, l'État génère de nombreuses données qui peuvent être utiles au développement de produits par le secteur privé.
- Les contrats de PPP doivent répartir équitablement les risques et les bénéfices. Ce type de collaboration peut également permettre aux partenaires de rester concentrés sur les performances, ce qui est générateur de valeur pour les différentes parties prenantes.

Le projet nous permet de tester différents modèles – régimes d'assurance promus et subventionnés par l'État, consortium de compagnies d'assurance proposant de l'assurance agricole, ou encore intermédiaires réunissant des acteurs publics et privés afin d'atteindre une échelle suffisante – et de tirer des enseignements de leur mise en œuvre.

2.2. Protection des petites et moyennes entreprises

Protection des actifs par l'assurance de biens

L'assurance des biens est un segment largement négligé de l'assurance inclusive, bien que les risques liés aux actifs puissent être considérables pour les petites entreprises et les ménages à faible revenu. Alors que les petites et moyennes entreprises (PME) sont les moteurs de la croissance économique sur les marchés émergents et à faible revenu, la plupart d'entre elles n'ont aucune protection pour couvrir leurs actifs clés, notamment les terrains, les bâtiments, les équipements et les stocks.

Pour pallier ce manque, nous avons travaillé avec Habitat for Humanity, le groupe de services financiers Britam et la Swiss Capacity Building Facility afin de développer des solutions d'assurance de biens inclusives au Kenya. L'assurance des biens offre une protection financière contre la perte ou les dommages causés aux biens immobiliers et personnels par des aléas tels que l'incendie, le vol, les tempêtes et le vandalisme. Ce projet est important pour l'agenda du travail décent de l'OIT, car la protection des actifs générateurs de revenus peut contribuer à stabiliser la productivité. Les principaux enseignements tirés du projet à ce jour sont les suivants :

Sur l'offre d'assurance de biens inclusive : l'offre actuelle de produits au Kenya n'est pas adaptée aux besoins des consommateurs émergents : les produits existants sont chers et principalement destinés aux grandes entreprises, et ils sont assortis de termes et conditions compliqués.

Sur la gestion des risques : les consommateurs émergents ne sont pas suffisamment préparés à faire face aux vols ou aux dommages matériels. Certaines entreprises ont recours à des mécanismes préventifs tels que des caméras de sécurité et des gardiens, ou des grilles de protection pour les maisons et les locaux professionnels. Si ces mesures peuvent réduire le risque de vol, elles ne protègent guère contre les incendies, les inondations et autres catastrophes. Avec des solutions bien conçues, l'assurance de biens constituerait une solution

de gestion des risques plus efficace pour les petites entreprises.

Sur la conception des produits : l'approche de conception des produits centrée sur l'humain s'est avérée fructueuse, en particulier lorsque l'assureur travaille directement avec ses clients actuels ou potentiels. Dans les cas impliquant des partenaires de distribution – par exemple, des banques, des IMF ou des coopératives d'épargne et de crédit – dont l'assureur cible les clients, la coopération et le retour du partenaire de distribution sont essentiels à l'alignement des objectifs.

Sur la distribution : les IMF, les opérateurs de réseaux mobiles, les détaillants, les bureaux de poste et les fournisseurs de services publics sont des partenaires de distribution appropriés. De nombreuses institutions financières kényanes protègent déjà leurs portefeuilles de prêts en intégrant une assurance décès emprunteur obligatoire, qui garantit le remboursement du prêt et protège les personnes à la charge de l'emprunteur en cas de décès ou d'invalidité accidentelle. Lors de l'introduction d'une assurance de biens par une IMF, il faut veiller à ne pas rendre le produit de base de l'institution trop cher – il peut être nécessaire de faire des arbitrages sur la part rendue obligatoire et sur le niveau de couverture. L'assurance de biens doit également servir les intérêts du client final (par exemple, une petite entreprise qui accorde de l'importance à la protection de ses biens) et du partenaire de distribution (en rendant son offre plus attrayante que celle de ses concurrents).

Voici quelques exemples d'approches fructueuses pour développer une assurance de biens inclusive :

- **Identifier les moments assurables :** développer des produits simples et accessibles sur des « périodes à court terme », tels que les couvertures « à l'usage ».
- **Co-crée les produits :** éviter une approche « standard » du développement des produits. Cela passe par une collaboration permanente avec les canaux de distribution et leurs clients, ainsi qu'avec les d'autres clients potentiels.
- **Forger des partenariats durables :** établir et entretenir en permanence des liens avec les partenaires de distribution.

- **Combinaison de produits** : combiner des versions simplifiées de l'assurance de biens avec, par exemple, une assurance hospitalisation, une assurance obsèques ou une assurance accidents corporels.

Protection des petites entreprises contre les interruptions d'activité dans les Caraïbes

Selon la Banque de développement des Caraïbes, les PME représentent entre 70 et 85 % des entreprises des Caraïbes et contribuent à hauteur de 60 à 70 % au produit intérieur brut ; et, point essentiel, 40 % des entreprises des Caraïbes sont détenues par des femmes.

Compte tenu de la nécessité de protéger ces entreprises, nous collaborons avec l'Initiative Munich Climate Insurance pour tester de nouvelles approches visant à couvrir les PME, ainsi que les travailleurs individuels et les ménages, contre les catastrophes naturelles. Ses produits d'assurance paramétriques contribuent à protéger la colonne vertébrale de l'économie de la région – le secteur des petites entreprises – en leur permettant de bénéficier d'une assurance en cas de catastrophe et de reprendre rapidement leurs activités, fournissant ainsi des services précieux à leurs communautés tout en gardant les travailleurs en emploi. Les travailleurs individuels peuvent protéger leurs moyens de subsistance et récupérer les revenus perdus. Outre la Jamaïque et Sainte-Lucie, ces produits sont introduits à Trinité-et-Tobago et seront également disponibles dans d'autres pays de la région.

2.3. Protection des IMF et de leurs clients

Protection contre les catastrophes naturelles – Inde

Les catastrophes naturelles perturbent les activités génératrices de revenus des clients des IMF, et touchent plus gravement les femmes, en particulier celles qui vivent dans des régions exposées aux tempêtes, aux sécheresses et aux inondations. Non seulement ces femmes ont plus de difficultés à rembourser leurs prêts en raison

de leur faible résilience financière, mais elles sont également plus vulnérables après une catastrophe. Les client(e)s des IMF doivent couvrir à la fois les dépenses de leur ménage et les remboursements de leurs prêts. Pour s'assurer un accès futur au crédit, ils ou elles peuvent être tentés de recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs, tels que la vente de leurs actifs commerciaux ou le recours au travail des enfants. Or ces mesures les rendent encore plus vulnérables aux chocs futurs.

Compte tenu de l'impact des catastrophes naturelles sur les IMF et leurs clients, il est indispensable de protéger les deux parties. À cette fin, l'OIT s'est associée à l'agence de développement allemande GIZ en Inde pour sensibiliser les clients des IMF à l'assurance contre les catastrophes naturelles. L'OIT soutient également la GIZ dans le développement d'outils utiles aux agents de crédit pour expliquer aux clients les risques liés aux catastrophes naturelles. Le projet pilote est conçu et mis en œuvre en collaboration avec le Réseau indien des institutions de microfinance, Weather Risk Management Services, Cholamandalam MS General Insurance Company et SwissRe India.

Protection des membres des IMF en Asie et en Afrique de l'Ouest

En 2021, l'OIT a lancé une initiative avec PROPARCO, la branche de financement du secteur privé du groupe AFD, et la Fondation Grameen Crédit Agricole pour aider les partenaires de microfinance de la Fondation en Afrique de l'Ouest et en Asie à intégrer des solutions de gestion des risques dans leurs portefeuilles de services financiers. L'objectif de ce projet est de permettre à leurs clients, notamment les femmes à faible revenu, les petits exploitants agricoles et les petites entreprises, de mieux se protéger. Dans ce cadre, nous fournissons différents niveaux d'assistance technique à plusieurs IMF, en particulier à deux partenaires très engagés : Chamroeun Microfinance Plc au Cambodge et COMUBA au Bénin.

Chamroeun Microfinance Plc est l'une des plus grandes IMF du Cambodge. L'objectif de notre appui est d'aider l'IMF à élargir sa gamme de produits d'assurance, principalement en offrant une assurance agricole aux petits exploitants. Une première étude de marché a montré que la plupart des petits exploitants étaient particulièrement

vulnérables au changement climatique, car tributaires des précipitations naturelles. Pour ceux qui cultivent du riz, du manioc et des légumes, les principales causes de perte de récoltes sont l'excès de précipitations, les températures élevées et la sécheresse. En outre, les femmes jouent un rôle clé dans l'activité économique au Cambodge. Près de 80 % des clients de Chamroeun sont des femmes, par conséquent il est important que le produit soit axé sur leurs besoins.

En Afrique de l'Ouest, la [Coopérative des Membres Unis Bethel Action \(COMUBA\)](#), partenaire très engagé, bénéficie de l'appui d'un collaborateur associé du programme Finance solidaire, qui l'aide à développer des assurances pour protéger les clients contre les risques climatiques et agricoles. Les prêts agricoles décaissés par COMUBA sont passés de 5 % de son portefeuille de prêts en 2020 à plus de 30 % en 2022. De plus, l'IMF a ouvert trois nouvelles agences dans des lieux où l'agriculture est le principal secteur d'activité. Dans ce contexte, COMUBA tente de comprendre comment les risques climatiques et agricoles peuvent affecter la vie et les activités économiques de ses clients.

Le Réseau de Micro-institutions de Croissance de Revenus au Mali et VisionFund Sénégal au Sénégal, sont deux IMF membres du réseau [VisionFund International](#) qui bénéficient d'une assistance technique de niveau moyen pour les aider à améliorer leur offre d'assurance existante, en particulier un nouveau produit d'assurance hospitalisation en espèces, et à renforcer les compétences de leur personnel en matière d'assurance. Nous appuierons également la Pan-African Microfinance Burkina Faso pour améliorer son produit d'assurance bétail.

L'[Association Communautaire pour le Financement de la Micro Entreprise \(ACFIME\)](#) au Burkina Faso, [Kafo Jiginew](#) au Mali, la [Coopérative d'Épargne](#)

et de Crédit pour le Soutien aux Initiatives des Femmes pour l'Autopromotion (COOPEC-SIFA) et [ASSILASSIME](#) au Togo, reçoivent un appui à distance pour réexaminer les accords et les contrats passés avec les compagnies d'assurance concernant leurs produits d'assurance, afin d'améliorer les processus d'indemnisation des sinistres et l'expérience globale des clients.

2.4. Développement du marché

Produits d'assurance pour les femmes

En 2021, le Programme Impact Insurance de l'OIT, en collaboration avec le Programme d'assurance des femmes de IFC, a créé une communauté de pratique (CoP) pour réfléchir aux moyens de réduire l'écart de protection entre les hommes et les femmes. Celle-ci s'est concentrée sur trois points : (1) sensibiliser le secteur de l'assurance au potentiel des femmes en tant que clientes et employées ; (2) fournir des conseils et des orientations à certaines organisations pour l'étude des possibilités de croissance offertes par le segment de marché des femmes ; et (3) favoriser l'apprentissage et le partage des connaissances entre les différentes parties prenantes du secteur souhaitant investir dans ce segment. La CoP, qui s'est réunie pendant un an, comprenait 20 participants de 17 pays et a achevé ses travaux en avril 2022. En reconnaissance de son travail et de l'importance du sujet, Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas nous a adressé un message en sa qualité de Mandataire spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement (voir l'Encadré 5).

► **Encadré 5 : Message de Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, Mandataire spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement**

Je salue le travail de la communauté de pratique In4Women et son engagement à réduire l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'assurance. L'égalité d'accès à l'assurance permet aux femmes de répondre à des chocs imprévus, qu'ils soient liés à la santé ou à des catastrophes naturelles, de gérer les risques sans réduire les dépenses alimentaires ou scolaires, et d'augmenter les investissements dans les moyens de subsistance et les petites entreprises. Les femmes représentent une source de croissance future pour le secteur de l'assurance, mais à condition d'adapter les modèles d'affaires et de gagner la confiance des segments clés de la population féminine.



J'invite les participants actuels à passer du dialogue à l'action. Le moment est venu d'investir dans l'innovation en matière de produits et de modèles de distribution pour donner aux femmes et aux entreprises dirigées par des femmes les outils d'assurance dont elles ont besoin pour réussir. Compte tenu du rôle important de la technologie pour surmonter les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder à l'assurance, il est essentiel que ces solutions s'accompagnent d'efforts visant à renforcer la culture numérique et à garantir la protection des consommateurs de produits financiers. J'encourage ces programmes à se doter d'indicateurs permettant de suivre et d'accélérer les progrès.

Lors de la création de la CoP, les participants avaient pris divers engagements pour mieux servir les femmes en tant que clientes et en tant qu'employées. Nous avons pu tirer quelques enseignements importants du suivi de leur action au cours de l'année :

1. On ne saurait trop insister sur l'importance de la collecte et de l'analyse de données ventilées par sexe. Ce n'est qu'en utilisant des statistiques que l'on peut objectivement mesurer, suivre et réduire l'écart de protection entre les hommes et les femmes (voir l'Encadré 6).
2. Les femmes ont des besoins particuliers, elles sont confrontées à des risques ou à des niveaux de risque différents de ceux des hommes, et elles peuvent également avoir des niveaux de connaissances financières et d'autonomie différents. L'approche de conception centrée sur l'humain est particulièrement utile pour élaborer des propositions de valeur pour les femmes.
3. Pour servir le segment de marché des femmes, il est particulièrement important de fonder les
4. Les partenariats stratégiques peuvent être très puissants. Outre leur rôle dans la conception de produits, les services et la distribution, les partenaires stratégiques peuvent également contribuer à renforcer la marque et l'image de l'entreprise, et soutenir la défense des intérêts sociaux.
5. Pour adopter une stratégie de marché visant explicitement les femmes, il est impératif de pouvoir compter sur l'adhésion des membres de la direction. En outre, bénéficier d'un environnement réglementaire favorable étant un facteur déterminant, une collaboration proactive avec les régulateurs et les autres parties prenantes concernées peut contribuer à faciliter la croissance du marché.

► Encadré 6. ParaLife : facteurs clés de succès pour la collecte de données ventilées par sexe

En 1597, soit bien avant l'apparition de la notion de « big data », le philosophe Francis Bacon écrivait : « le savoir, c'est le pouvoir ». Avec la révolution de l'information en cours, cet adage est aussi pertinent aujourd'hui qu'il l'était à l'époque.

ParaLife, un assureur basé en Suisse dont les activités sont orientées vers les consommateurs émergents de sept pays d'Amérique latine, participant à la CoP, a été invité (ainsi que tous les autres participants) à réaliser un diagnostic des données internes ventilées par sexe. Cette analyse a permis à ParaLife de faire le point sur sa situation en matière d'offre d'assurance pour les femmes et de commencer à programmer les améliorations à apporter. En règle générale, les assureurs éprouvent des difficultés à compiler des données ventilées par sexe, mais ParaLife a réussi son diagnostic et a cité trois facteurs clés de succès :

- sa plateforme informatique intégrait dès le départ le paramètre du genre (l'expérience montre qu'il est plus difficile d'apporter des changements en cours d'opération) ;
- ses systèmes technologiques sont bien connectés à ceux de ses partenaires de distribution ;
- le processus de saisie des données est très automatisé, ce qui accroît l'efficacité et réduit le risque d'erreur humaine.

Le fait de disposer de données ventilées par sexe permet d'identifier les changements à apporter et d'évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre dans le temps. Dès lors qu'on peut mesurer, on peut gérer et améliorer.

Renforcement des capacités en assurance

L'OIT et le Mécanisme d'assurance et de financement des risques du PNUD ont lancé un nouveau projet visant à développer des marchés d'assurance plus efficaces et plus porteurs d'impact, et à améliorer la qualité et la quantité de l'offre d'assurance grâce à une approche structurée qui promeut un modèle durable de renforcement des capacités d'assurance dans les pays sélectionnés.

Le projet cible :

1. le secteur de l'assurance dans les pays ciblés, notamment les instituts d'assurance, qui renforceront leur capacité à offrir des formations en assurance inclusive, ainsi que les compagnies d'assurance et les canaux de distribution qui souhaitent apprendre à servir de nouveaux segments de marché ou à améliorer leur offre actuelle, et qui s'engagent en ce sens ;

2. les bureaux de pays du PNUD, qui participeront à des activités de renforcement des capacités axées sur l'assurance et sa contribution au développement social et économique, et qui pourront acquérir les connaissances nécessaires pour intégrer cette expertise dans d'autres projets du PNUD.

Grâce à ce projet, nous avons développé cinq nouveaux modules de formation qui peuvent être mis en œuvre en partenariat avec des instituts de formation. Ces modules utilisent de nouveaux documents et de nouvelles études de cas et mettent davantage l'accent sur le genre, la technologie et la digitalisation. Nous prévoyons de les tester dans deux pays – l'Indonésie et la Tanzanie – en partenariat avec des instituts de formation locaux. Grâce aux formateurs locaux en assurance, nous espérons permettre à des centaines de praticiens de bénéficier d'exemples de bonnes pratiques et d'expériences transnationales, et de favoriser ainsi indirectement l'offre de solutions d'assurance précieuses aux ménages à faible revenu, aux petits exploitants, aux PME et aux femmes.

Formation en ligne sur l'assurance au service du développement

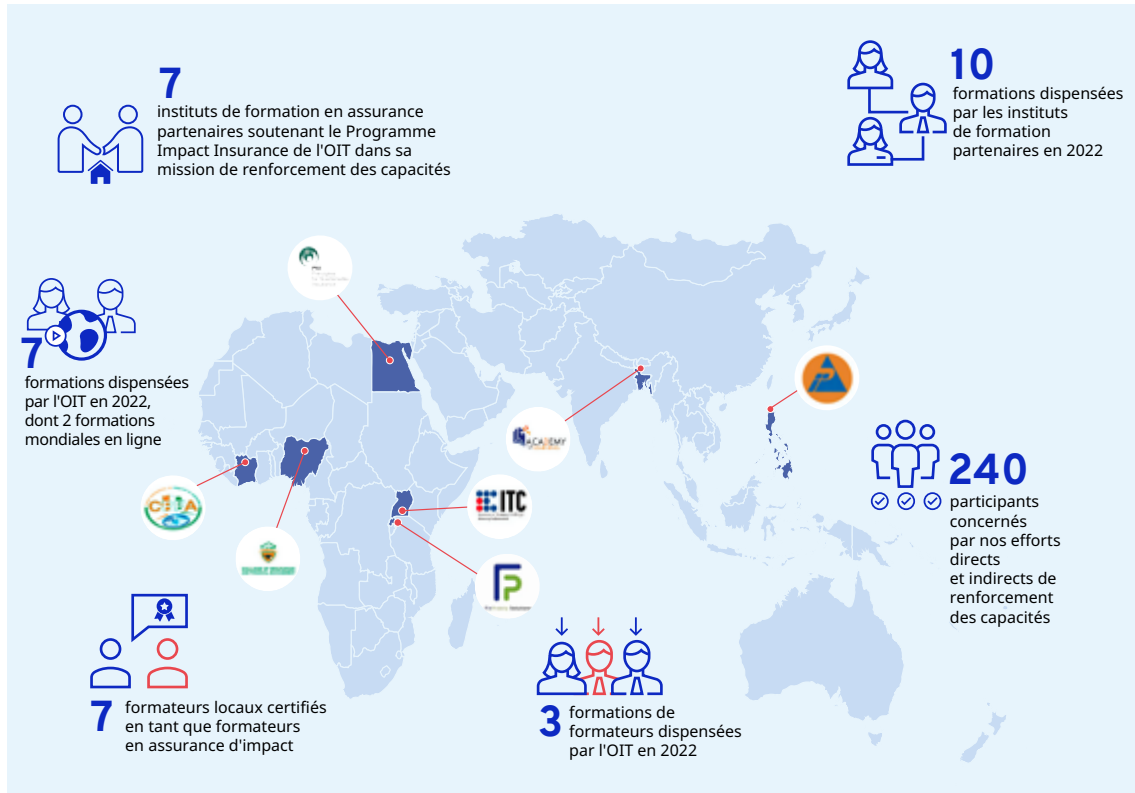
De nombreux assureurs et distributeurs sur les marchés traditionnellement mal desservis ont encore des difficultés à proposer des assurances à la fois viables pour eux et intéressantes pour les consommateurs. L'un des facteurs bloquants tient aux capacités du personnel des compagnies d'assurance. Dans le cadre de nos efforts pour développer des marchés d'assurance inclusifs, nous continuons à montrer la voie en développant, en fournissant et en perfectionnant continuellement une offre durable de programmes de renforcement des capacités de qualité pour les parties prenantes de l'assurance.

En 2022, nous avons dispensé la formation « Assurance au service du développement », en anglais et en espagnol, à 94 participants de 41 pays. L'objectif de cette formation est de renforcer les capacités des professionnels de

l'assurance à développer des modèles d'affaires et des stratégies pour fournir des solutions d'assurance aux marchés mal desservis. L'Assurance au service du développement est une formation en ligne de cinq semaines conçue pour permettre un apprentissage au rythme de chaque participant, avec des activités, des webinaires et des discussions. Hébergé sur le eCampus du CIF-OIT, le contenu de la formation est organisé en cinq modules interactifs et s'appuie sur la riche expérience de l'OIT en matière d'assurance inclusive.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à nos partenaires et sponsors qui ont contribué au succès de l'édition 2022 de la formation Assurance pour le développement : Initiative Accès à l'assurance, AXA, InsuResilience Investment Fund, Munich Re Foundation, Microinsurance Network, PNUD et CIF-OIT.

Figure 8 Notre programme de renforcement des capacités en assurance d'impact en chiffres





L'investissement durable comprend l'allocation de capitaux publics et privés pour combler le déficit de financement du développement durable.

© Fatma Cankara/ILO



3. Investissement durable

Il est plus urgent que jamais de catalyser l'investissement dans le développement durable. Sous l'effet du changement climatique, de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine, le déficit de financement annuel des ODD dans les pays en développement est passé de 2 500 milliards de dollars en 2015 à environ 4 000 milliards de dollars en 2022, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le seul moyen de combler ce fossé est de réorienter les flux de capitaux publics et privés vers le développement durable. Ce changement ne se produira pas sans de nouvelles mesures définissant clairement la durabilité et visant une échelle significative. En 2022, nous avons vu les régulateurs de l'Union européenne, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique s'atteler à cette tâche.

À l'avenir, les acteurs du marché seront soumis à des exigences de plus en plus fortes de divulgation de leurs pratiques de gestion durable et de leurs effets positifs sur la société et l'environnement. Cette tendance s'accompagne déjà d'une pression

accrue de la part des parties prenantes pour que les entreprises ne se contentent pas d'exprimer de bonnes intentions, mais qu'elles obtiennent des résultats. Pour apporter la preuve de ces résultats, certains appellent à étendre les rapports d'impact à des thèmes émergents tels que la biodiversité et toute une série de dimensions sociales. Le génie est sorti de la bouteille ; nous espérons que les enseignements tirés de 2022 aideront le secteur de l'investissement durable à relever le défi et à produire des résultats positifs au fil du temps.

3.1. Collaboration avec les investisseurs

Conseil en durabilité. L'année 2022 marque une décennie de collaboration entre l'OIT et le [Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique \(AATIF\)](#). Dix années au cours desquelles l'AATIF a constamment évolué, dans un contexte d'augmentation des actifs sous gestion dans le secteur mondial de

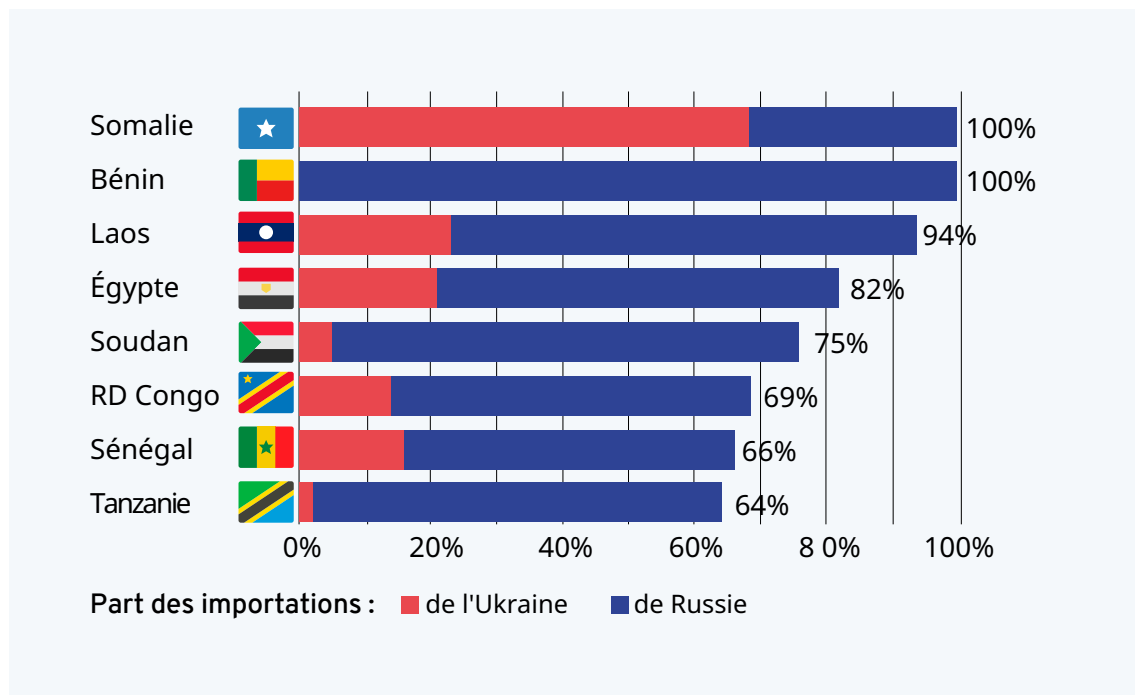
l'investissement d'impact et de diffusion accrue d'orientations par les autorités réglementaires sur la mise en œuvre des investissements durables. Parallèlement à ces évolutions, nous avons réalisé un examen approfondi du cadre de mesure de l'impact du Fonds. Suite à cette analyse, le Fonds a décidé de faire évoluer la fonction existante de conseiller en conformité vers une fonction indépendante de conseiller en durabilité et de regrouper la conformité sociale et la conformité environnementale, ainsi que ses activités liées à l'impact sur le développement. En collaboration avec le PNUE, l'OIT continue de soutenir le Fonds dans cette évolution.

Qu'avons-nous appris en 2022 ? D'abord, nous avons observé les conséquences persistantes des pertes humaines dues au COVID-19 dans certains pays – où la capacité de mise en œuvre des autorités réglementaires a par exemple été affectée par la mortalité. Le retard accumulé dans la conduite des visites de conformité sociale

et environnementale a entravé la délivrance des licences, notamment requises par les investisseurs dans le cadre de leurs activités de contrôle. Il s'est avéré essentiel de communiquer étroitement avec les institutions partenaires et de soutenir la poursuite de la mise en œuvre des plans d'action sociaux et environnementaux pour surmonter les difficultés temporaires dans le respect des exigences de suivi.

Ensuite, nous avons observé des tentatives d'investissement dans l'augmentation de la production locale de céréales, motivées par la pénurie de l'offre internationale (voir la Figure 9). Nous avons constaté que modifier les modèles de production agricole au bénéfice des consommateurs locaux prend plus d'une saison et requiert des financements supplémentaires. Le secteur de l'investissement d'impact a manifestement d'autres possibilités de soutenir le développement économique local afin d'accroître la sécurité alimentaire en Afrique.

Figure 9. Pays les moins avancés dans le monde dépendant des importations de blé en provenance de Russie et d'Ukraine, par part d'importation (2020)



Source: UNCTAD, Statistica.

Enfin, la nouvelle réglementation de la Commission européenne sur la divulgation des informations relatives à la finance durable a favorisé la collaboration entre les investisseurs d'impact cherchant à mieux comprendre les nouvelles exigences et à partager leurs connaissances sur les méthodes de collecte de données. En conséquence, nous constatons une amélioration des approches de gestion de la durabilité dans les rapports d'impact. L'AATIF, auquel nous avons apporté notre aide pour aligner ses [politiques de développement durable](#) sur les nouvelles réglementations, en est un exemple.

Contrats à impact social. Le nombre croissant de contrats à impact social mis en œuvre montre l'intérêt que continue de porter le secteur à cet outil de financement du développement. Les plus répandus sont les contrats à impact ciblant les résultats en matière d'emploi (voir la Figure 10). En 2022, nous avons continué à étudier [quel rôle peut jouer un contrat à impact social dans la lutte contre le travail des enfants en Côte d'Ivoire](#). Après avoir réalisé une étude de faisabilité, nous sommes passés à la phase de conception d'un contrat à impact visant à lutter contre le travail des enfants dans la chaîne de valeur du cacao dans le pays, dans le cadre du projet ACCEL Africa.

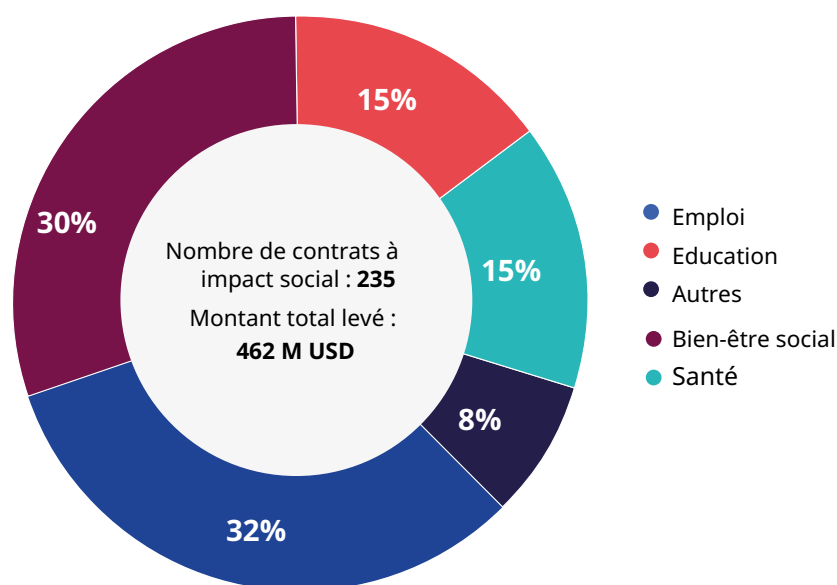
Pour le programme Finance solidaire, un tel instrument ne peut être durable que s'il est

conçu en collaboration avec les différentes parties prenantes. Nous avons donc constitué un comité de pilotage national, qui comprend des représentants du gouvernement et des organisations de travailleurs et d'employeurs. Le comité se réunit régulièrement et apporte sa contribution en partageant les enseignements d'expériences d'interventions similaires, en soutenant l'évaluation des prestataires de services potentiels et en guidant l'ensemble du travail.

En plus de fournir des conseils sur les composantes techniques du contrat à impact social, nous essayons de répondre aux questions suivantes :

- Comment l'intervention soutenue par un contrat à impact social (dans ce cas, la fourniture de déjeuners scolaires) peut-elle être pérennisée et étendue à la fin du cycle de vie du contrat ?
- Comment les parties prenantes locales perçoivent-elles l'intervention et comment celle-ci contribuera-t-elle aux efforts actuellement déployés pour réduire le travail des enfants dans le pays ?
- Comment les risques peuvent-ils être compensés de manière à créer une opportunité d'apprentissage tout en garantissant à toutes les parties que le succès est possible ?

Figure 10. Contrats à impact social par secteur (%)



Source : Brookings Institution Global Impact Bond Database, octobre 2022.

Bien que nous n'ayons pas encore les réponses, nous percevons déjà les bénéfices de notre approche collaborative. Nous travaillons non seulement avec les parties prenantes locales, mais aussi avec les investisseurs potentiels et les bailleurs de fonds, ce qui contribue à répondre aux principales préoccupations liées à l'innovation et à la durabilité du projet.

Notre travail sur les liens entre la finance et le travail des enfants dans le pays ne se limite pas aux contrats à impact social. En 2022, nous avons également exploré le lien entre les [banques et les entreprises qui achètent du cacao](#), et nous avons réfléchi à la manière dont les banques peuvent améliorer leurs processus et développer de nouveaux produits et partenariats pour lutter contre le travail des enfants dans le secteur du cacao.

Instruments de garantie. Nous avons continué à soutenir l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) dans le développement d'un système de suivi de l'impact pour gérer et mesurer l'[impact de son instrument de garantie](#) (voir la Figure 11).

Deux études de cas, en Bosnie-Herzégovine et au Guatemala, visaient à identifier l'impact préliminaire de cet instrument sur le développement. Elles ont par ailleurs permis de formuler une série de recommandations pour améliorer la gestion de l'impact. Au Guatemala, le partenaire de garantie a développé une ligne de crédit spécifique – soutenue par l'instrument de garantie – ciblant les populations mal desservies. En Bosnie-Herzégovine, l'expérience a permis de tirer des enseignements sur l'importance de bien identifier le groupe cible : bien que la garantie ait été conçue pour bénéficier aux entreprises portées par la diaspora, le partenaire de garantie a initialement éprouvé des difficultés à identifier ces entreprises, ce qui a conduit à un taux d'utilisation plus faible que prévu. Chaque étude comportait des recommandations spécifiques aux différentes étapes de la mise en œuvre d'une garantie, notamment (1) la sélection et l'évaluation des partenaires de garantie, (2) la définition d'objectifs d'impact accompagnés de mécanismes de suivi, et (3) l'intégration de dispositions relatives à l'objectif d'impact dans les accords de garantie et d'autres documents concernés.

Les réflexions et recommandations issues des études, ainsi que l'évaluation par l'OIT des pratiques de l'ASDI vis-à-vis des normes du secteur, nous ont aidé à identifier les processus et les outils à améliorer ou à développer pour permettre à l'ASDI d'atteindre ses objectifs de développement. Dans le cadre d'un processus de co-création avec l'Agence de coopération suédoise, l'OIT a soutenu : le développement d'outils permettant à l'ASDI et aux ambassades de Suède de participer à la cartographie du secteur de la finance locale ; la formulation de questionnaires et d'orientations pour la sélection et l'évaluation des partenaires potentiels ; et la sélection d'indicateurs d'impact traduisant la théorie du changement qui sous-tend les garanties.

3.2. Collaboration avec les réseaux sectoriels et les organisations de soutien

En 2022, nous avons constaté un intérêt accru pour les résultats sociaux dans l'ensemble du secteur de l'investissement durable. Mais la question de savoir comment prendre en compte le S de l'ESG (environnement, société et gouvernance) reste largement posée. Les débats publics auxquels participent des acteurs du secteur comme Capital Group, le Geneva Centre for Business and Human Rights ou Pictet aident le secteur à avancer. Le S de ESG, société, se réfère à nous tous. En tant que société, nous ne pouvons pas nous permettre de considérer qu'une perte grave ici est compensée par un gain de revenu ailleurs. Vous pouvez accéder à l'enregistrement de l'une de ces discussions, « [Putting the S in ESG](#) », organisée conjointement avec Building Bridges.

Sous l'effet de la crise climatique, la prise de conscience de l'impératif d'une transition juste vers une économie verte ne cesse de croître. Les résultats de la COP27 qui s'est tenue en Égypte montrent que ce sujet est devenu une priorité non seulement pour les gouvernements, les entreprises et les travailleurs, mais aussi pour les fournisseurs de capitaux. Le rôle des finances publiques dans le soutien d'une transition juste est incontesté ; il a encore été souligné par le conseil donné au Fonds vert pour le climat des

Nations Unies d'aller au-delà de la simple prise en compte des aspects climatiques, par exemple. Le secteur privé est appelé à compléter et à amplifier les flux de capitaux assortis d'objectifs de durabilité, notamment par le biais de mécanismes de financement innovants tels que les obligations durables (SLB), la tarification du carbone et les marchés du carbone.

Dans ce contexte, nos collaborations portant sur le financement d'une transition juste ont pris de l'ampleur en 2022.

Reconnaissant l'importance de gérer rigoureusement les impacts sociaux et économiques de la transition climatique, y compris pour réussir la transformation des industries fortement émettrices, le groupe de travail du G20 sur la finance durable a sollicité les conseils de l'OIT. Notre document de contribution, *Finance for a just transition and the role of transition finance*, présente plusieurs dimensions sociales et aspects liés à l'emploi comme éléments essentiels des cadres de financement de la transition à prendre en compte dans les prises de décision des acteurs financiers.

Les concepts et définitions relatifs à la transition juste sont insuffisamment connus et le secteur financier manque de conseils pratiques. Pour combler cette lacune, l'OIT s'est associée à l'Institut de recherche Grantham de la LSE ainsi qu'à des praticiens du secteur. De cette collaboration est né l'Outil de financement de la transition juste pour les activités bancaires et d'investissement ([Just Transition Finance Tool for banking and investing activities](#)), qui clarifie ces notions et plaide en faveur d'un partenariat entre les institutions financières et les autres parties prenantes afin de mettre en œuvre une transition climatique juste. L'outil, résumé dans la Figure 12, expose les dimensions sociales qui doivent être prises en compte par le secteur financier et propose des moyens concrets pour intégrer les considérations sociales dans les stratégies existantes et émergentes de durabilité et d'alignement net zéro. L'outil a été [lancé](#) lors de la COP27 et présenté lors d'un événement organisé dans le [Pavillon pour la transition juste](#) de l'OIT.

Figure 11. Le système de suivi de l'impact de l'ASDI

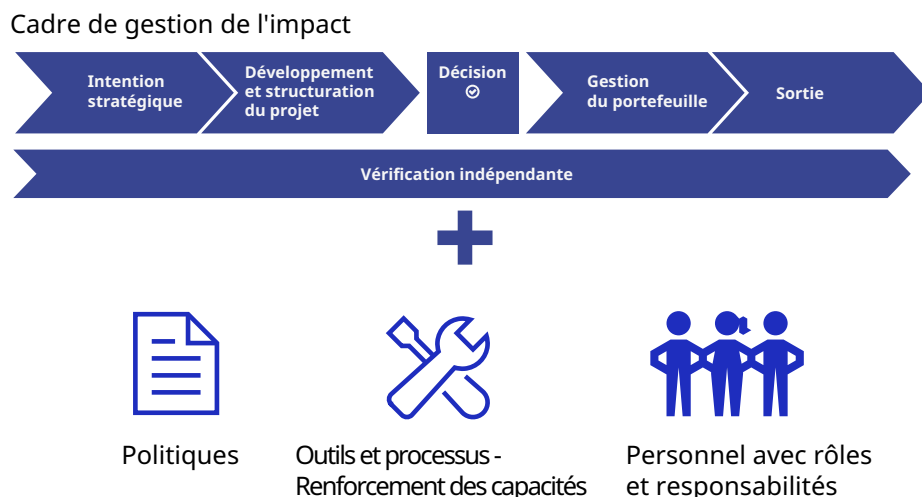


Figure 12. Quatre étapes pour intégrer la transition juste dans les activités bancaires



Adapté de : Just Transition Finance Tool for banking and investing activities, 2022.

■ Nous voyons apparaître les pionniers, nous observons des actions concrètes de la part du secteur financier. Mais pour passer du stade émergent actuel à la pratique courante, le secteur a besoin de davantage d'orientations. Nous sommes convaincus que cet outil favorisera la mise en œuvre de mesures tangibles. Nous sommes impatients de nous engager dans des partenariats qui traduisent les engagements et les recommandations en actions concrètes, afin de faire bouger les choses et de favoriser l'apprentissage.

► Vic Van Vuuren Directeur, Département des entreprises,
Organisation internationale du Travail

■ Nous avons besoin d'action, de mise en œuvre et aussi de partenariats pour accroître l'ambition climatique. Pour le financement d'une transition énergétique juste, les partenariats sont essentiels. Il faut impliquer dès le départ des experts de différents horizons et les amener à se parler : les banques et les organisations syndicales, les gouvernements et le secteur privé, les organisations de la société civile et les entreprises. Le nouvel Outil de financement de la transition juste nous aide à répondre à la question : comment y arriver ensemble ? C'est à la question cruciale du comment qu'il faut s'atteler maintenant

► Mandy Rambharos, vice-présidente de Environmental Defense Fund – Global Climate Cooperation

3.3. Collaborer pour améliorer l'environnement du financement du développement

Tout au long de l'année 2022, nous nous sommes engagés à renforcer les capacités des mandants de l'OIT et des partenaires de développement sur le financement des ODD, en partenariat avec le CIF-OIT, notre centre de formation à Turin.

Organisée en partenariat avec le [Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD](#), la nouvelle formation « [Financing development](#) » visait à doter les participants des connaissances nécessaires pour comprendre le contexte évolutif du financement du développement et pour concevoir et mettre en œuvre des mécanismes de financement en faveur des ODD. Nous avons également organisé une nouvelle édition de la formation « Financement du travail décent », cette fois-ci adaptée aux mandants de l'OIT en Amérique latine. Nous avons formé plus d'une

centaine de personnes et fourni aux praticiens des secteurs du développement et de la finance une opportunité d'apprentissage et d'échange.

En tant que membre de la famille des Nations Unies, l'OIT a poursuivi sa collaboration avec le reste du système des Nations Unies, la communauté du développement intéressée par les ODD et le secteur financier. L'édition 2022 de la semaine [Building Bridges](#) a réuni de multiples parties prenantes et a renforcé la place de la justice sociale dans les discussions sur la finance durable.

La session intitulée « [How can Finance Support a Far-reaching Just Transition to Sustainable Development?](#) » a permis au directeur du département des entreprises de l'OIT, Vic Van Vuuren, de souligner l'effet positif sur l'emploi d'une transition juste vers des économies durables et circulaires. Il a insisté sur la nécessité pour le financement du climat de prendre en compte les questions sociales, afin de renforcer les communautés et de s'assurer que personne n'est laissé pour compte.



Perspectives pour 2023

En 2023, nous poursuivrons notre engagement auprès du secteur financier sur nos trois axes de travail afin de l'encourager à jouer son rôle dans l'amélioration des conditions de vie des populations et à contribuer à un monde meilleur. Voici nos objectifs sur chacun des quatre volets de notre modèle d'impact.

Expérimenter, Apprendre, Documenter, Promouvoir

Inclusion financière

Expérimenter

- ▶ Accélérer la mise en œuvre d'interventions pilotes visant à faciliter la transition vers le paiement numérique responsable des salaires au Cambodge, en Indonésie, au Kenya, au Mexique, au Pérou et aux Philippines
- ▶ Tester l'impact de la diffusion de messages clés d'éducation financière par le biais de

systèmes de messagerie par téléphone mobile, notamment les SMS, WhatsApp et les messages vocaux

Documenter

- ▶ Publier une série d'outils fournissant des orientations politiques et techniques sur le paiement numérique responsable des salaires
- ▶ Élaborer une série de produits de recherche présentant les enseignements sur l'impact de l'éducation financière dans divers contextes, notamment l'impact de l'offre de formations par l'intermédiaire d'institutions financières ou de dispositifs numériques
- ▶ Publier des études de cas sur les stratégies utilisées avec succès par les institutions financières pour améliorer l'accès aux produits et services financiers des réfugiés et de leurs communautés d'accueil en Afrique de l'Est et dans les États arabes

Promouvoir

- Partager les bonnes pratiques sur la transition vers le paiement numérique responsable des salaires par le biais du [site web du Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent](#), de sa plateforme de connaissances et d'une série de webinaires
- Permettre le déploiement du programme mondial d'éducation financière de l'OIT auprès des groupes vulnérables à l'échelle internationale dans le cadre de plus de 30 interventions
- Ajuster le modèle d'intervention utilisé pour soutenir les fournisseurs de services financiers dans la diversification de leur portefeuille afin d'inclure le segment de marché des réfugiés et des communautés d'accueil en Irak, en Éthiopie, au Soudan, au Kenya et en Ouganda
- Initier plusieurs CoP pour les praticiens de l'inclusion financière et de l'éducation financière, afin de les encourager à collaborer, à échanger des idées et à apprendre de leurs expériences respectives

Assurance d'impact

Expérimenter

- Soutenir les IMF en Afrique de l'Ouest et en Asie pour améliorer les solutions de gestion des risques destinées à leurs membres

Apprendre

- Créer une deuxième CoP avec IFC sur l'assurance pour les femmes

Documenter

- Développer des bonnes pratiques à partir des enseignements tirés des partenariats public-privé pour renforcer leur impact et leur durabilité

Promouvoir

- Collaborer avec le PNUD sur le programme d'assurance inclusive en Tanzanie et en Indonésie

Investissement durable

Expérimenter

- Collaborer avec les investisseurs au niveau mondial sur le financement d'une transition juste vers une économie décarbonée
- Lancer le Centre mondial d'innovation et de connaissances sur le financement de la transition juste afin de faciliter le développement et la mise en œuvre de produits et de stratégies soutenant les banques, les investisseurs et les assureurs dans la mise en œuvre d'une transition juste

Apprendre

- Élaborer des orientations et des études de cas sur le financement de la transition juste avec l'UNEP-FI
- Concevoir des approches de collaboration innovantes avec des investisseurs pour accélérer l'élimination du travail des enfants en Afrique
- Aider l'ASDI à mettre en œuvre le suivi de l'impact de son instrument de garantie

Documenter

- Continuer à assurer le rôle de conseiller en durabilité auprès de l'AATIF
- Poursuivre la collaboration avec le Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD sur l'évaluation des résultats obtenus via sa fenêtre de financement catalytique

Promouvoir

- Fournir une assistance technique aux investisseurs afin de les aider à mettre en œuvre des stratégies d'investissement dans des emplois de qualité
- Collaborer avec Building Bridges pour soutenir la collaboration entre les agences de l'ONU et le secteur de l'investissement durable
- Promouvoir la formation CIF-OIT sur la collaboration Sud-Sud pour le financement du travail décent

Annexes

Bailleurs de fonds et partenaires

AATIF

Le partenariat stratégique entre l'AATIF et l'OIT vise à accroître la capacité des investisseurs à mieux gérer les impacts sociaux et environnementaux et à rechercher des impacts S&E positifs dans la finance agricole en Afrique. Les partenaires comprennent des entreprises bénéficiaires de l'AATIF, comme les prestataires de services financiers locaux qui élargissent leur portefeuille de prêts agricoles, les responsables de systèmes de production impliquant de petits exploitants agricoles, les agriculteurs commerciaux ou les transformateurs et négociants de produits agricoles.

Bill & Melinda Gates Foundation

Grâce au soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates, l'OIT a créé le Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent. Le Centre cherche à résoudre les problèmes associés au paiement des salaires en espèces et à promouvoir la transition vers le paiement numérique responsable des salaires par le biais de la recherche, du développement et du partage des connaissances, du renforcement des capacités et de la promotion de solutions éprouvées. Il met également en oeuvre des interventions nationales au Cambodge, en Indonésie, aux Philippines, au Kenya, au Mexique et au Pérou.

Ford Foundation

Grâce au partenariat avec la Fondation Ford, l'OIT contribue à améliorer la compréhension et la mise en oeuvre des services d'assurance parmi les agriculteurs et les travailleurs agricoles, et à promouvoir les mécanismes de sensibilisation appropriés pour leur permettre d'accéder aux programmes d'assurance gouvernementaux.

GIZ

L'OIT collabore avec la GIZ sur un ensemble d'activités, notamment le renforcement des capacités des assureurs en Afrique et en Asie dans le domaine de l'assurance inclusive, la formation à la gestion des risques des PME et, dans le cas de la GIZ au Pakistan, sur une évaluation actuarielle des régimes nationaux d'assurance maladie.

Gouvernement des Pays-Bas

Nous collaborons avec le gouvernement des Pays-Bas sur deux initiatives. Tout d'abord, le gouvernement a lancé un nouveau partenariat, PROSPECTS, pour permettre aux personnes déplacées de force et à leurs communautés d'accueil de bénéficier de meilleures opportunités économiques. Le partenariat développe un nouveau paradigme pour répondre aux crises de déplacement forcé, qui étudie notamment comment l'inclusion financière peut aider à améliorer les moyens de subsistance de ces populations.

Ensuite, le gouvernement néerlandais travaille avec le Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique à la mise en oeuvre du projet ACCEL Africa. Dans le cadre de ce projet, le programme Finance solidaire étudie les services financiers innovants qui peuvent s'attaquer à certaines des causes profondes du travail des enfants, comme la pauvreté et la vulnérabilité des familles d'agriculteurs. En outre, le projet développe un contrat à impact visant à lutter contre le travail des enfants dans la chaîne de valeur du cacao en Côte d'Ivoire.

Fondation Grameen

En partenariat avec la Fondation Grameen, nous avons développé et testé une boîte à outils destinée aux acteurs du secteur financier pour lutter contre le travail des enfants en Côte d'Ivoire et au Nigeria.

Fondation Grameen Crédit Agricole

Grâce à ce partenariat, l'OIT renforce la capacité des prestataires de services financiers à proposer des services de gestion des risques plus efficaces, offrant une meilleure protection aux ménages à faible revenu, aux femmes, aux petits exploitants agricoles et aux micro, petites et moyennes entreprises.

Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD

Nous collaborons avec le Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD au développement de la nouvelle formation « Financing development » qui vise à doter les participants des connaissances nécessaires pour comprendre le contexte évolutif du financement du développement et pour concevoir et mettre en œuvre des mécanismes de financement en faveur des ODD.

MCII

Ce partenariat entre l'OIT et la Munich Climate Insurance Initiative se concentre sur le renforcement des capacités des assureurs et des canaux de distribution (prestataires), et sur la sensibilisation des consommateurs des pays cibles des Caraïbes aux produits d'assurance climatique paramétrique.

ASDI

L'OIT travaille avec l'ASDI à la création d'un système de suivi de l'impact pour son instrument de garantie. Nous aidons l'ASDI à intégrer des critères d'impact dans la conception et la mise en œuvre des garanties, à développer des outils de gestion et de mesure de l'impact, et à renforcer les capacités de son personnel à mettre en œuvre le système de suivi de l'impact. En outre, l'OIT collabore avec l'ASDI pour élaborer des outils et des orientations visant à aider les institutions financières à adopter une approche de transition juste.

PNUD

L'OIT et le Mécanisme d'assurance et de financement des risques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) travaillent ensemble pour développer des marchés d'assurance plus efficaces et plus performants. Le partenariat vise à améliorer la qualité et la quantité des produits d'assurance par le biais d'activités durables de renforcement des capacités dans certains pays.

Partenaires stratégiques

Facilitateurs internationaux du développement du marché



Financement de la santé



Agriculture



Partenaires de renforcement des capacités



Païement numérique responsable des salaires



Partenaires de mise en œuvre

Partenaire	Description de la collaboration
Partenaires d'éducation financière	
ANDE Agence de développement national en Uruguay	Partant du constat que le manque de connaissances financières était l'un des principaux obstacles au développement des activités des micro et petits entrepreneurs, ce projet visait à renforcer les capacités de l'ANDE à dispenser de l'éducation financière. L'objectif final était d'aider les entrepreneurs à prendre des décisions financières plus éclairées pour leurs finances personnelles comme pour leur entreprise.
ANETI Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant de Tunisie	Le partenariat avec l'ANETI a été établi dans le cadre du projet ACJEMP de l'OIT, qui fournit un coaching aux jeunes pour renforcer leur employabilité sur le marché du travail. Dans le cadre de ce projet, l'OIT a apporté son soutien à l'ANETI pour diversifier son offre de services d'appui aux jeunes demandeurs d'emploi et pour intégrer le programme d'éducation financière de l'OIT dans son offre de formation.
CONAMI Commission nationale du microcrédit, hébergée par le ministère du Développement social de l'Argentine	La collaboration entre la CONAMI et l'OIT est ancrée dans la Stratégie nationale d'inclusion financière de l'Argentine et vise à déployer conjointement le programme d'éducation financière de l'OIT à l'échelle nationale, en se concentrant spécifiquement sur les personnes en situation de vulnérabilité socio-économique. L'objectif de cette collaboration est particulièrement axé sur l'autonomisation financière des femmes et leur donne les clés pour gérer au mieux les finances de leur famille.

FMEF Fondation marocaine pour l'éducation financière créée à l'initiative de la Banque centrale du Maroc	En 2016, l'OIT et la FMEF ont signé un protocole d'accord pour matérialiser leur collaboration et refléter leur volonté commune de promouvoir l'inclusion financière au Maroc à travers le renforcement de l'éducation financière dans le pays. Ce partenariat stratégique à long terme a pour objectif de soutenir le développement socio-économique des différents bénéficiaires ciblés par la FMEF et l'OIT au Maroc.
Solutions intégrées de gestion des risques	
CLIMBS Assureur coopératif auprès des COOPEC Philippines	CLIMBS est un assureur coopératif qui travaille avec des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC). Le projet vise à aider trois COOPEC à offrir à leurs membres une meilleure protection contre les risques sanitaires et agricoles en combinant l'assurance aux prêts et comptes d'épargne existants.
KGFS Société financière non bancaire (SFNB) Inde	KGFS est une société financière non bancaire opérant dans quatre États de l'Inde et servant 800 000 clients. Le projet vise à améliorer sa solution numérique de gestion du patrimoine, qui s'appuie fortement sur les données des clients pour définir des segments de clientèle types et concevoir des produits adaptés à ces segments. La société prévoit par ailleurs de simplifier l'offre aux clients en créant un système grâce auquel les clients effectueraient des paiements mensuels (similaires à ceux des remboursements de prêts) qui seraient ensuite affectés à un portefeuille personnalisé de produits d'épargne, d'assurance et d'investissement.
KMBI Institution de microfinance et organisation non-gouvernementale Philippines	KMBI est une institution de microfinance qui propose des prêts, des assurances, de l'épargne et des services de développement d'entreprise. Elle compte actuellement 150 000 clients. La solution qu'elle propose consiste à combiner l'assurance et les prestations gouvernementales à son produit d'épargne existant la première année, puis à introduire un produit de prêt d'urgence la deuxième année.
Partenariats public-privé pour la gestion des risques	
CNAAS Assureur public Sénégal	La CNAAS est la seule compagnie d'assurance agricole du Sénégal, détenue à 45 % par l'État et à 55 % par des acteurs privés tels que des assureurs/réassureurs et des institutions financières. En s'appuyant sur l'expérience fructueuse de la CNAAS dans la mise en œuvre de projets pilotes d'assurance agricole et la fourniture de couvertures d'assurance à plus de 500 000 agriculteurs, le projet vise à consolider son action et à développer une stratégie commerciale pour atteindre l'échelle et la durabilité.

Ghana Agricultural Insurance Pool Pool d'assureurs Ghana	Le GAIP a été créé en 2011 pour fournir des produits d'assurance agricole innovants et durables à toutes les catégories d'agriculteurs, renforcer les capacités du secteur en assurance agricole et diffuser des connaissances techniques à ses membres. Le projet vise à étendre la portée et l'échelle des régimes d'assurance agricole existants, à améliorer la résilience des acteurs de la chaîne de valeur et à créer une culture de l'assurance chez les petits exploitants agricoles au Ghana.
NHIA Organisme public d'assurance maladie Ghana	La NHIA gère le régime national d'assurance maladie du Ghana. Après le succès d'un projet sur la digitalisation du processus de renouvellement (qui permet aux membres de renouveler leur adhésion par le biais de leur téléphone portable), nous continuons à soutenir la NHIA dans l'utilisation des données numériques, existantes ou nouvelles, et des outils analytiques, ainsi que dans le renforcement des capacités.
PharmAccess Kenya ONG Kenya	Fondée en 2001, PharmAccess a pour objectif de promouvoir le développement de marchés de la santé inclusifs en Afrique subsaharienne. PharmAccess identifie les opportunités et les partenaires, privés et publics, nécessaires à la transformation des marchés de la santé émergents. PharmAccess fournit actuellement une assistance technique et un financement initial restreint à Marwa, un régime social d'assurance maladie créé par le comté de Kisumu. Le projet vise à soutenir PharmAccess et le gouvernement du comté de Kisumu dans la gestion de Marwa, notamment en aidant le régime à atteindre les étapes clés liées à ses principaux objectifs.
Pula Advisors Société insurtech Pays multiples	Pula est une société spécialisée dans l'assurance agricole et la technologie qui conçoit et fournit des produits d'assurance agricole et numériques innovants pour aider les petits exploitants agricoles à faire face aux risques de rendement, à améliorer leurs pratiques agricoles et à renforcer leurs revenus au fil du temps. L'objectif du projet est de soutenir les activités de Pula destinées à accroître l'utilisation de l'assurance agricole en Afrique subsaharienne, en particulier en Afrique de l'Ouest francophone.
Autres partenaires	
Association du secteur du textile, de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage (TAFTAC) Cambodge	La collaboration avec TAFTAC vise à sensibiliser au paiement numérique responsable des salaires et à promouvoir la transition du paiement des salaires en espèces vers le paiement numérique responsable des salaires dans les usines de confection membres de l'association.

Chamroeun Microfinance IMF Cambodge	Chamroeun est une IMF cambodgienne à vocation sociale. Elle fournit des services financiers aux segments les plus pauvres de la société, qui sont exclus des services offerts par les IMF plus commerciales. Le projet étudiera le développement de l'assurance agricole et commencera par une étude de faisabilité de nouvelles solutions d'assurance pour les petits exploitants agricoles. Le projet développera également une campagne d'éducation à l'assurance et de marketing pour s'assurer que les assurés comprennent les services qu'ils reçoivent.
COMUBA IMF Bénin	COMUBA est une IMF située dans le sud du Bénin. Elle a décidé de s'implanter dans le nord du pays, qui est une région fortement agricole. Le projet se concentrera sur le développement de produits d'assurance agricole. COMUBA vise également à mettre en place une structure pour améliorer la gestion de ses partenariats d'assurance.

Supports de connaissances en 2022

Articles de blogs

- Chemtai, J. [Agriculture insurance: Demystifying the role of public-private partnerships](#), Impact Insurance (blog), 2 novembre 2022.
- Churchill, C. [The year in review: Three trends in the world of Social Finance](#), Impact Insurance (blog), 26 août 2022.
- Djodjo, Z. [COMUBA MFI: Protecting women and mitigating climate risks in rural Benin](#), Impact Insurance (blog), 30 novembre 2022.
- Djodjo, Z. [L'IMF COMUBA: Protéger les femmes et atténuer les risques climatiques en milieu rural au Bénin](#), Impact Insurance (blog), 30 novembre 2022.
- Programme Impact Insurance, [The year 2021 in blogs](#), Impact Insurance (blog), 18 janvier 2022.
- Morales, N. [Lessons learned in designing and implementing inclusive insurance programmes in Latin America](#), Impact Insurance (blog), 3 février 2022.
- Mohanty, S. [Property risks faced by emerging consumers in Kenya and their current coping strategies](#), Impact Insurance (blog), 31 mai 2022.
- Mohanty, S., Morgan, L. [Distribution strategy for inclusive property insurance](#), Impact Insurance (blog), 20 décembre 2022.
- Pandey, R. [The journey of India's crop insurance scheme and public-private partnerships](#), Impact Insurance (blog), 11 octobre 2022.

- Peña, I. [Seguros para el Desarrollo 2022 — Lecciones aprendidas sobre el canal de distribución](#), Impact Insurance (blog), 19 septembre 2022.
- Rozo, J.S. [Co-financing fund for inclusive insurance initiatives in Colombia: What can we learn?](#), Impact Insurance (blog), 28 juillet 2022.
- Rozo, J.S. [Fondo concursable de cofinanciación para iniciativas de seguros inclusivos en Colombia: ¿Qué aprendizaje nos deja?](#), Impact Insurance (blog), 28 juillet 2022.
- Sackho-Patel, D. [How governments can drive demand for crop insurance while protecting their own and their farmers investments – Evidence from Zambia and Kenya](#), Impact Insurance (blog), 12 août 2022.
- Tareque Parvez, A. [BRAC Microinsurance: Improving Bangladeshis' access to finance and protection](#), Impact Insurance (blog), 28 septembre 2022.

Notes

- Dalal, A. [Le parcours de numérisation de KMBI](#), Note de Finance Solidaire.
- Centre mondial de l'OIT sur les salaires numériques pour le travail décent. [Digital wages for decent work in Peru – A rapid assessment](#), Note de recherche.
- Programme Finance solidaire de l'OIT. [Le parcours d'UGAFODE au service des réfugiés et des communautés d'accueil, en Ouganda](#), Note de Finance Solidaire.
- Nilsson, S., Aguilar Paucar, E., Messineo Libano, F. [La finance responsable dans la chaîne d'approvisionnement du cacao en Côte d'Ivoire](#), Note de Finance Solidaire.
- Orozco, S.; Morales, N. [MiCRO](#), Note de Finance Solidaire.
- Orozco, S.; Morales, N. [Pacífico Seguros](#), Note de Finance Solidaire.
- Orozco, S.; Morales, N. [Segurísimo](#), Note de Finance Solidaire.
- Rozo, J.S.; Merry, A. [Assurance pour les MPME au Mexique](#), Note de Finance Solidaire.
- Zegarra Aguilar, G. [Pacífico Seguros](#), Note de Finance Solidaire.

Emerging Insights

- EI186 : The best of 2021
- EI187 : Shifting staff mind-sets around loan repayments
- EI188 : Équiper et inciter les coopératives à proposer des assurances
- EI189 : Financement mixte : Quand utiliser quel instrument ?
- EI190 : Utiliser une approche modulaire pour améliorer la compréhension du client
- EI191 : Atteindre de nouveaux marchés de micro, petites et moyennes entreprises au Pérou
- EI192 : Travail décent dans les notations ESG
- EI193 : Comment les partenariats profitent aux agrégateurs et aux clients
- EI194 : How can lenders better protect MSMEs?
- EI195 : Briser les modèles d'assurance traditionnels au Pérou
- EI196 : Choisir la qualité plutôt que la quantité

Papers

- Organisation internationale du Travail. [Économie sociale et solidaire: catalyseur d'innovation sociale en Afrique ?](#)
- Dalal, A., Gopalakrishna, I., Merry, A. 2022. [Vente d'assurance via des réseaux d'agents.](#)

Podcasts

- Programme Finance solidaire de l'OIT. [Jane Portas on 6 Moments That Matter & Insuring Women's Futures](#), Social Finance Podcast, 8 mars 2022.

Matériels de formation

- [Livret de l'apprenant en éducation financière pour les travailleurs nationaux et les travailleurs migrants au Bangladesh](#) (en bengali)
- [Livret de l'apprenant en éducation financière pour les travailleurs nationaux et les travailleurs migrants en Jordanie](#) (en anglais et arabe)
- [Livret de l'apprenant en éducation financière pour les micro et petites entreprises et les entreprises informelles aux Philippines](#) (en anglais)
- [Livret de l'apprenant en éducation financière pour les réfugiés, les personnes déplacées dans leur pays et les communautés d'accueil au Soudan](#) (en arabe)
- [Livret de l'apprenant en éducation financière pour les réfugiés et communautés hôtes en Afrique de l'Ouest](#) (en français)

Webinaires

- 16 février 2022 : [Ensuring a responsible transition towards digital wages in Cambodia](#)
- 22 février 2022 : [Responsible digital wage payments](#)
- 23 mars 2022 : [Promoting workers' well-being and sustainable enterprises through digital wage payments: Experiences from the garment industry in Jordan and Egypt](#)
- 28 avril 2022 : [Digital wages for decent work in Peru](#)
- 11 mai 2022 : [Digital wages for decent work in Mexico: Findings and opportunities](#)
- 15 septembre 2022 : [Putting the S in ESG](#)
- 22 septembre 2022 : [Human resource development in the financial inclusion sector: Supporting managers in their HRD role](#)
- 3 octobre 2022 : [How can finance support a far-reaching Just Transition to sustainable development?](#)
- 6 octobre 2022 : [Investing in a Just Transition](#)
- 17-20 octobre 2022 : [Financial Inclusion Week 2022: Scaling responsible digital wages for inclusive growth](#)
- 14 décembre 2022 : [Scaling inclusive property insurance: Findings from market research in Kenya](#)



L'équipe

Craig Churchill - Chef

Craig dirige le programme Finance solidaire de l'OIT.

Corina Constantinescu - Professeur invitée

Corina soutient l'équipe en menant une étude d'évaluation de l'impact de l'assurance inclusive et explore d'autres sujets de recherche dans les domaines de l'inclusion financière, de la tarification équitable et de la réglementation.

Nalina Ganapathi - Assistante administrative principale

Nalina soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.

Margarita Lalayan – Responsable de programme senior

Margarita supervise le renforcement des capacités en finance solidaire au Centre international de formation de l'OIT à Turin, en Italie, notamment les programmes de formation renommés Making Microfinance Work.

Victor Hugo Sanchez Valverde - Secrétaire et assistant administratif

Victor soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.

Joost Tijdink – Responsable de la communication

Joost est responsable de la communication du programme Finance solidaire.

Inclusion financière

Ines Bentchikou - Responsable technique junior

Ines travaille sur l'inclusion financière des réfugiés, des migrants et des groupes vulnérables dans les contextes de crise. Elle soutient également le développement et la promotion du programme mondial d'éducation financière de l'OIT.

Valerie Breda - Expert technique

Valerie dirige les interventions de l'OIT visant à promouvoir la transition vers le paiement numérique responsable des salaires et coordonne le Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent.

Yousra Hamed - Spécialiste technique

Yousra dirige le programme international de Finance solidaire sur l'éducation financière, l'inclusion financière des travailleurs migrants et des réfugiés et l'inclusion financière dans les contextes fragiles, ainsi que sur l'accès au financement par le biais des associations d'employeurs.

Fadia Jradi - Responsable technique

Fadia est responsable de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat dans la région MENA, dans le cadre du projet PROSPECTS de l'OIT.

Virak Nuon - Chargé de projet

Virak soutient les travaux du Centre mondial de l'OIT sur les salaires numériques pour le travail décent au Cambodge.

Julio Perez - Chargé de projet

Julio soutient les travaux du Centre mondial de l'OIT sur les salaires numériques pour le travail décent au Pérou.

Djauhari Sitorus - Responsable de projet

Djauhari dirige le projet PROMISE II IMPACT à Jakarta, qui vise à créer un environnement favorable au développement d'un secteur financier inclusif pour les PME en Indonésie.

Richard Umali - Chargé de projet

Richard soutient la mise en œuvre du paiement numérique des salaires aux Philippines.

Arief Umar - Chargé de projet

Umar dirige nos travaux sur le paiement numérique des salaires en Indonésie.

Assurance d'impact

Aparna Dalal - Responsable de recherche senior

Basée à Londres (Royaume Uni), Aparna dirige les travaux de recherche et d'innovation du Programme Impact Insurance. Elle travaille principalement sur l'assurance mobile et la combinaison de l'assurance avec d'autres services financiers.

Camyla Fonseca - Responsable de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités

Camyla est responsable de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités du Programme Impact Insurance.

Lisa Morgan – Spécialiste technique

Lisa est responsable des travaux du Programme Impact Insurance portant sur l'assurance santé dans les secteurs public et privé et apporte sa contribution dans les domaines de la santé mobile, de l'analyse actuarielle et du développement stratégique. Elle participe au mentorat des collaborateurs associés.

Pranav Prashad - Responsable technique senior

Pranav dirige les travaux du Programme Impact Insurance sur l'assurance agricole, les canaux de distribution alternatifs et les services mobiles. Il est également le point focal du Programme pour le développement du marché en Asie.

Investissement durable

Rakshita Agarwal - Stagiaire

Rakshita soutient nos travaux sur l'investissement durable et les financements innovants.

Ekaterina Chubarova – Responsable technique

Ekaterina participe aux travaux du programme Finance solidaire en faveur du financement de la transition juste, de l'investissement durable, de la formalisation des entreprises et de l'économie sociale et solidaire.

Luisa Guerra - Chargée de projet junior

Luisa travaille sur l'investissement durable et soutient notre collaboration avec l'AATIF visant à améliorer la gestion sociale et environnementale des investissements et à accroître l'impact des investissements agricoles.

Fernando Messineo Libano - Responsable technique

Fernando travaille sur des questions liées à l'investissement durable et à la gestion des risques sociaux et environnementaux, notamment avec le Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique.

Patricia Richter - Responsable technique senior

Patricia dirige les travaux du programme Finance solidaire sur l'investissement durable et les financements innovants. Dans ce cadre, elle gère les collaborations de l'OIT avec le Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique et le Fonds commun pour les produits de base (CFC).

Nous remercions Mónica Mariño et Mansour Omeira pour leur contribution précieuse tout au long de ces années de collaboration.

Collaborateurs associés du programme Finance solidaire

Akinyemi Alebiosu

Akinyemi travaille auprès de PharmAcces (Kisumu, Kenya).

Jackline Chemutai

Jackline travaille auprès de Radiant (Kigali, Rwanda).

Zika Djodjo

Zika travaille auprès de COMUBA (Bénin).

Grégoire Minani

Grégoire travaille auprès de la CNAAS (Dakar, Sénégal).

Ritesh Pandey

Ritesh travaille auprès de GAIP (Accra, Ghana).

Djitaba Sachko-Patel

Djitaba travaille auprès de Pula (Abidjan, Côte d'Ivoire, and Dakar, Sénégal).

Ali Tareque Parvez

Tareque travaille auprès de Chamroeun (Phnom Penh, Cambodge).

Nous remercions les collaborateurs associés qui ont achevé leur mission l'année dernière - Barry Leung (accueilli par la NHIA au Ghana) et Sarita Mohanty (accueillie par Britam General Insurance au Kenya) - pour leurs contributions remarquables au sein des organisations d'accueil dans le cadre de notre programme de collaborateurs associés en 2021-22.





© ILO / Marcel Crozet

**Social Finance Programme
Enterprises Department
International Labour Organization**

4, route des Morillons
CH-1211 Geneva 22
Switzerland

T : +41 22 799 8056
F : +41 22 799 6896

Email: socialfinance@ilo.org
www.ilo.org/socialfinance
www.digitalwages.org

ISBN: 978-92-20390-21-4



9 789220 390214